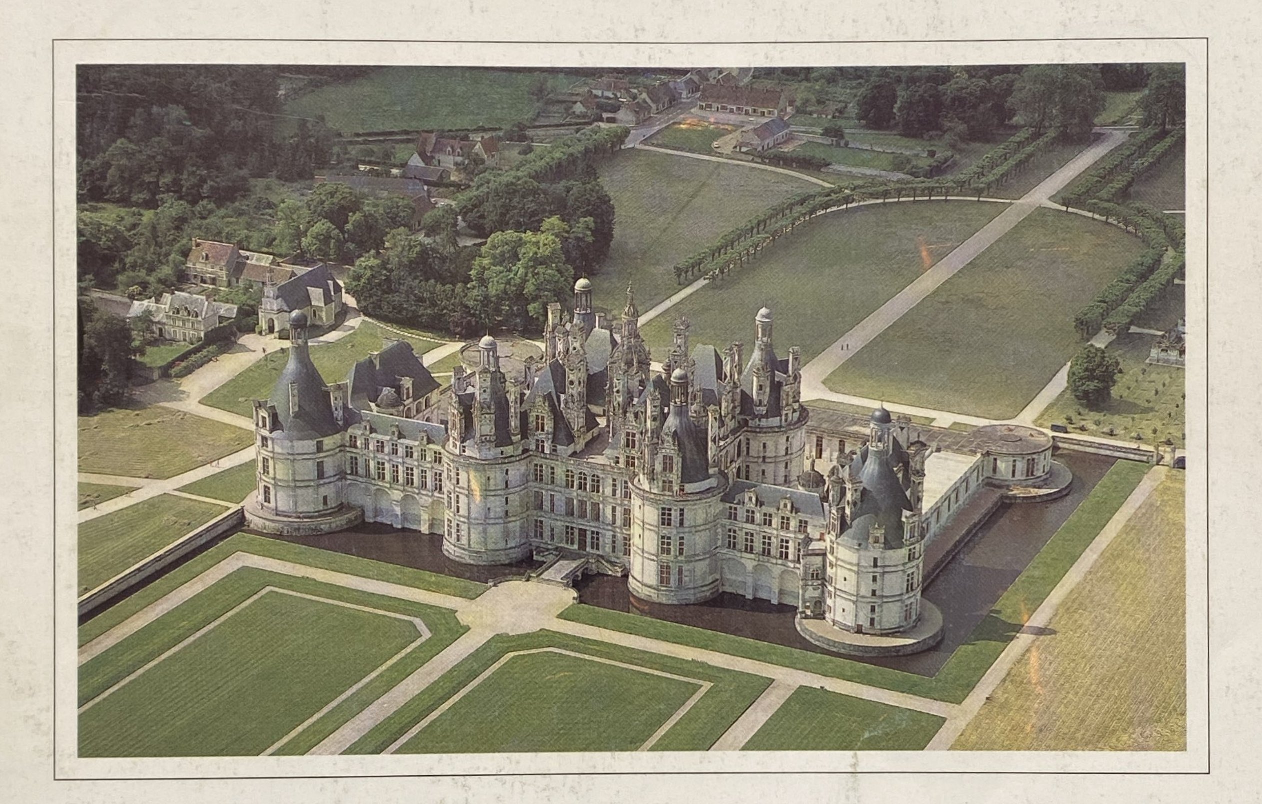
Revue D'ÉTUDES NATIONALES

identité



Une réalité LA FRANCE

Qu'est-ce que l'identité ? • L'identité française
La France désagrégée • Préserver notre identité
Jean-Marie Le Pen : une pensée • Péguy ou la préférence française
Le réveil de la Russie • La psychanalyse : mort d'une superstition ?

NUMÉRO 13 • JUIN/JUILLET/AOÛT 1991 • 40FF ISSN 0999-6087

SOMMAIRE

Illustration de la couverture : « *Comment ne serais-je pas fasciné par la mémoire de mon berceau, de ma terre et de ma race ? La mémoire est le ciment de l'esprit. Elle détient le secret de notre identité* » (Pierre Chaunu, *l'Obscure Mémoire de la France*, Perrin, 1988, p. 21). Si la France aujourd'hui doute de son identité, n'est-ce pas justement parce qu'elle a perdu la mémoire ? Ici : le château de Chambord.

La cause des peuples

par Jean-Marie Le Pen

En dénonçant la "peste blanche", celle qui atteint la volonté des Occidentaux, Pierre Chaunu définissait, il y a quelques années, ce qui attaque notre identité et à quoi lui-même prêta la main, je l'espère inconsciemment, lorsqu'il fut membre de la calamiteuse Commission des sages sur la nationalité : mélange de l'autosatisfaction morale qui était celle des Européens conquérant le monde, mais abandon du désir de dépassement de l'individu, joint à un penchant irrépressible pour l'autodénigrement. La maladie commença par un vague à l'âme "soixante-huitard", dérivé de l'"ennui" des romantiques, pour s'achever par le refus actuel de ce que nous sommes. Comment s'étonner, dans ces conditions, que nous ayons baissé la garde et déserté le rempart, puisque "Je est un Autre", paré des qualités et des fameuses "valeurs" que nous n'aurions plus ou que nous n'aurions jamais eues ?

Certes, l'identité des peuples occidentaux est atteinte, spirituellement et physiquement, mais le ressort n'est pas cassé puisque, de l'Atlantique à l'Oural, les peuples d'Europe se réveillent, s'ébrouent et brisent leurs chaînes, souvent avec d'autant plus de vigueur et de santé que la domination reposait sur la force physique brutale. Cela se voit par contraste chez les Européens de l'Ouest pour lesquels la perte d'identité n'est pas due à l'occupation militaire qui accompagnait à l'Est le "matérialisme historique", mais à une aliénation née du matérialisme marchand, accompagné, il faut le dire, de la chape de plomb des quelques lobbies qui tirent leur puissance et, pour certains, leur prospérité de notre affaiblissement. Les mêmes souhaiteraient aligner sur notre décadence les peuples de l'Est dont ils achètent à tour de bras la presse, les maisons d'édition, les chaînes de radio et de télévision : Big Brother les regarde encore.

C'est de la Nation qu'il s'agit : faire voler en éclats cet être collectif dont ils ramasseraient les morceaux. "Solve et coagule" ("Dissous pour reconstruire"), tel était le mot d'ordre des "illuminés de Bavière" lorsqu'ils décidèrent de s'en prendre aux trônes qu'ils ne contrôlaient pas et qui constituaient des obstacles à leur œuvre de subversion.

Après s'être attaqué aux institutions et à l'organisation sociale — et, sur ce plan, le socialisme social-démocrate, paré des plumes de paon d'un pseudo-libéralisme, a été quasiment aussi efficace que le socialisme marxiste —, il faut maintenant dissoudre les peuples qui composent les nations d'Europe, en leur extirpant de l'âme leur culture et leurs traditions. La sinistre besogne est en partie réussie, mais la vie est supérieure à la mort : chaque génération nouvelle est une promesse de renaissance. Voilà pourquoi on a persuadé les Européens que l'enfant est une charge insupportable, et que l'Autre, c'est-à-dire les peuples d'immigration, nous fournira la population qui nous manque. Les femmes du tiers monde seraient ainsi les mères porteuses de notre standing matériel maintenu. Tel est le prédicat, devenu slogan à décerveler.

Il faut rassurer les Occidentaux qui craignent, à juste titre, pour leurs retraites et leurs systèmes sociaux : le tiers monde y pourvoira. Comment ? Chez vous ! Si l'absurdité économique et démographique d'une telle proposition saute aux yeux, sa perversité n'en est pas moins grande. Sous le travestissement de l'intérêt matériel immédiat, se cache le projet de supprimer physiquement les peuples, par une instillation régulière et massive d'un sang non européen. Car Babel est la cité idéale des lobbies et puissances occultes, particulièrement de ceux dont le vagabondage intellectuel et l'errance sont une constante historique.

Joseph de Maistre se posait déjà la question : « Une nation peut-elle mourir sur son propre sol [...], par voie de putréfaction, en laissant parvenir la corruption jusqu'à son point central, et jusqu'aux principes originaux et constitutifs qui la font ce qu'elle est ? Si vous en êtes là, il n'y a plus de Français, même en France. » De tels propos ne concernaient, en 1814, que les principes politiques et institutionnels, ainsi que les élites censées les défendre. Aujourd'hui, ce sont les peuples eux-mêmes qui sont atteints, et leur existence physique même qui est en jeu.

Racisme : les chiens sont lâchés sur nous qui souhaitons préserver notre être, ce qui est le propre des organismes vivants. L'amour-propre, c'est-à-dire celui que l'on se porte à soi-même, est le premier dans l'ordre psychologique, bien qu'il ne le soit pas dans l'ordre des fins ; si l'on ne s'aime pas, comment aimer les autres ? Non, n'hésitons pas à le dire, les peuples d'Europe sont admirables, parce qu'en leurs différences apparentes, nous nous retrouvons nous-mêmes, comme les cousins retrouvent dans leurs regards celui de leur ascendance commune. Il y a dans cette constatation bien autre chose que de l'exclusion, mais plutôt une idée que le socialisme ne peut comprendre, à savoir que seul le sentiment national peut conduire au véritable internationalisme, celui des rapports de respect et d'intérêts mutuels entre nations distinctes.

National populisme ? Est-ce le mot nation ou le mot peuple qui dérange ? Au moment où à la tête de nos nations se trouvent placés des dirigeants qui les défont, ce doit être la notion de peuple qui provoque le ressentiment des tenants de l'amour de l'humanité en général opposé à l'amour national. Car nos peuples d'Europe, imbrication de familles et de corps intermédiaires fortement enracinés, demeurent le principal obstacle à l'entreprise cosmopolite. Ils ont un passé et ils peuvent encore avoir une descendance et donc un avenir. Là se trouve le motif de la haine contre eux et de notre attachement charnel à nos nations. A travers la survie physique de leurs ethnies, de leurs langues et de leurs cultures, c'est une race spirituelle qui perdure. Nul racisme en cela. Simplement l'observation que les nations et les peuples d'Europe se situent à un aboutissement de l'histoire ; aucune origine n'est belle en soi, mais la beauté vient au terme des choses. ■



Une réalité : la France

Alors que la plupart des peuples retrouvent leur identité avec fierté dans les pays du tiers monde et en Europe de l'Est, alors qu'il est de bon ton de s'émouvoir pour les ethnies en voie de disparition des régions les plus reculées de l'Amazonie ou persécutées comme les Arméniens ou les Kurdes, la France est appelée par ses dirigeants à se sacrifier sur l'autel de l'universalisme et du cosmopolitisme, afin de devenir le terrain d'expérience d'une nouvelle société fondée sur le melting-pot et la pluriculturalité.

A la faveur de ce projet démentiel, auquel l'ensemble de la classe politique et de l'établissement de notre pays prête une main complaisante, quand ce n'est pas agissante, l'identité française est partout occultée au nom d'une conception purement abstraite et juridique qui fait fi des réalités ethniques et historiques et réduit la possession de la nationalité française à une simple présence sur le territoire national et à l'obtention d'un bout de papier.

Au XIX[e] siècle, l'identité a fait l'objet, rappelons-le, de définitions qui se fondaient soit sur l'ethnie soit sur l'histoire. Quoi qu'il en soit, cependant, on ne peut analyser l'identité sans faire appel aux deux conceptions à la fois, cette dernière ne pouvant être dissociée des origines ethniques ou historiques constitutives d'un peuple et d'une nation. L'identité française ne saurait donc être examinée autrement.

Et à ceux qui prétendent, non sans arrière-pensées, que la France est une terre d'immigration et le peuple français le résultat d'un métissage permanent, on rappellera qu'il existe bien un peuple français ethniquement formé dans les temps les plus éloignés et que ce peuple, modifié superficiellement lors des dernières invasions, constitue un ensemble homogène préexistant à toute volonté politique. A ceux qui affirment que la France serait une société pluriculturelle, on répondra que la culture française, fruit de la rencontre de l'univers indo-européen et du christianisme, remonte à l'orée du Moyen Age et représente un trésor unique qui a été façonné durant les dix derniers siècles par la langue française, la langue officielle des rois de France.

Aujourd'hui, pourtant, cette remarquable unité ethnique et culturelle est gravement remise en cause. Par l'immigration de nature extra-européenne, Arabes, Africains et Asiatiques n'ayant jamais fait partie de l'ethnie française. Mais aussi par la perte de tout esprit communautaire, facteur d'indifférence et de dislocation sociale, et par l'affaiblissement de la mémoire collective, générateur de déracinement. Qu'il s'agisse encore de la dénaturation de l'État qui n'assure plus sa mission de gardien de l'unité et de l'intégrité de la nation.

C'est dire si la question de l'identité est le débat central des années à venir. N'en va-t-il pas de notre survie ?

Qu'est-ce que l'identité ?

par Pierre de Meuse

Il est habituel de considérer qu'il existe deux conceptions de la nation et donc deux manières de définir l'identité nationale : la conception "naturaliste", qui fait de la nation l'expression d'un peuple, d'une ethnie, déterminés, et la conception élective qui assimile la nation à une construction de l'histoire. C'est à cette dernière définition qu'il est généralement convenu de faire appel à propos de la France. Pourtant, ce classement théorique conçu au XIXe siècle est erroné. Une nation, et l'identité qui s'y rapporte, ne peuvent en effet être totalement dissociées des peuples qui composent cette nation ni de l'histoire qui l'a façonnée au cours des siècles. L'identité française ne saurait donc être définie sans qu'il soit tenu compte de ces deux données, ethnique et historique. Aussi les conceptions purement abstraites actuelles, ne se référant ni à l'ethnie, ni à l'histoire, ni aux deux à la fois, ne sauraient être constitutives d'une identité quelconque et encore moins d'une nation.

C'est toujours lors des moments sombres de son histoire qu'une nation est conduite à repenser son identité, dans un questionnement général sur elle-même. Face à l'échec, à l'impasse, les esprits les plus lucides se demandent sur quoi est fondée la nation à laquelle ils appartiennent. C'est ainsi que la guerre hispano-américaine fut l'événement déclencheur de la "génération de 1898" en Espagne. C'est aussi l'écrasement des armées prussiennes par Napoléon qui fut le point de départ de la réaction nationaliste allemande, et ce fut un mouvement de pensée similaire qui chemina dans les cercles les plus conscients, après la défaite française de 1870, notamment avec Ernest Renan et Fustel de Coulanges.

Ces deux derniers exemples sont pour nous d'une particulière importance. C'est en effet à partir des deux archétypes nationaux qu'ils représentent que non seulement la France et l'Allemagne vont se définir l'une par rapport à l'autre pendant plus d'un siècle, mais que, de leur côté, les États d'Europe continentale vont se trouver des modèles selon l'une ou l'autre définition. Aujourd'hui encore, cent vingt ans après, c'est toujours à ces schémas que l'on se réfère en France pour parler d'identité nationale.



C'est dans les épreuves qu'un pays se prend à réfléchir sur son destin. Ainsi la défaite prussienne face à Napoléon favorisa-t-elle la prise de conscience du sentiment national allemand. Au lendemain de la déroute de 1870, Ernest Renan (ci-dessus), dans *la Réforme intellectuelle et morale,* expose ses vues sur la France, son identité et son devenir. Contrairement à une opinion répandue, il développe l'idée que la nation française n'est pas une simple construction de l'esprit mais qu'« *elle se compose d'un petit nombre de races toutes apparentées entre elles et mêlées dans des proportions qui — malgré des apports réduits et sporadiques — n'ont guère changé depuis mille ans* ».



« *C'est pendant les guerres que les nations sont plus cohérentes et plus conscientes d'elles-mêmes* » remarque Dominique Schnapper. Ainsi, c'est à la faveur des invasions napoléoniennes, au lendemain de la défaite d'Iéna, que le philosophe Johann Gottlieb Fichte (1762-1814) écrira ses *Discours à la nation allemande* dans lesquels il développera une théorie de la nation fondée sur l'ethnie.

Dans un cas comme dans l'autre, l'objet de la recherche était de théoriser en isolant, dans l'histoire nationale, ce qui apparaissait comme essentiel et constitutif de la patrie. La même démarche est visible chez Fichte ou chez Renan, mais surtout, ces deux tentatives de remise en forme de la pensée nationale ont en commun la même motivation : l'idée sous-jacente est de trouver un remède à l'abaissement et à la décadence. Par là, Renan préfigure Maurras dans la volonté de favoriser la survie et la renaissance de la tradition nationale. Il nous faut, aujourd'hui, collectivement remettre sur l'établi ces conceptions, nous conformant en cela au but pour lequel elles avaient été forgées.

La conception allemande

Par commodité, schématisons-les, en relevant deux axes communs à ces deux discours et sur lesquels ils s'accordent pour s'opposer : la leçon que chaque nation tire de sa propre histoire au sujet de son identité, et le positionnement par rapport à l'universel, comme si, en temps d'incertitude, toutes les questions que nous nous posons sur l'identité nationale se résumaient à celles-ci : d'où venons-nous ? Où allons-nous ?

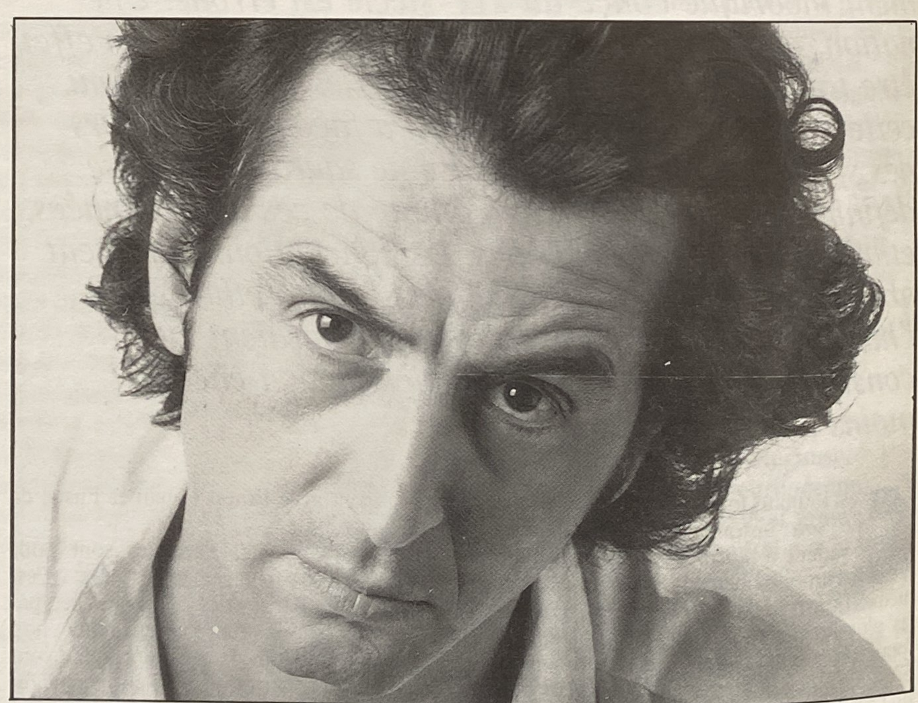
Pour répondre à la première interrogation, Fichte affirme, dans ses fameux *Discours à la nation allemande*, le caractère mono-ethnique de son pays. Il distingue deux types de nations : les originaires et les dérivées, autrement dit celles qui sont restées "intactes" et celles qui ont été le produit des tribulations de l'histoire. Seules les premières sont de "vraies" nations, et, au premier rang d'entre elles, bien sûr, l'Allemagne qui, n'étant pas une création de l'histoire mais une « *race primitive* », « *a le droit de se proclamer purement et simplement "le" peuple* » (ALL MAN). La nature ethnique, sortie de la préhistoire, du peuple allemand devait par la suite être célébrée comme un objet de fierté par sa résistance à l'envahisseur romain. Même Thomas Mann reprend la bannière d'Arminius en expliquant que toute l'histoire de l'Allemagne n'a été qu'un long combat pour se séparer de la latinité.

Au contraire, la France, au lendemain de 1870, ne pouvait puiser de forces dans le primitisme. Le souvenir de la Gaule reste bien vague et l'image de Vercingétorix ne nous est qu'un regret. Il existait bien une théorie ethnique nationale, la "théorie des deux races" exposée par le duc de Saint-Simon et, plus tard, par Boulainvilliers et Jules Michelet ; mais cette théorie, loin de favoriser l'unité nationale, avait pour résultat de dresser l'un contre l'autre le peuple (supposé d'origine gallo-romaine) et la noblesse (théoriquement de sang germanique).

Aussi Renan préféra-t-il poser en principe la diversité ethnique de la nation. Dans un texte resté célèbre, il affirma le caractère historique : « *la possession en commun d'un*



Pour Alain Finkielkraut (ci-contre), loin de célébrer la France, la parade du Bicentenaire de 1789 organisée par Jean-Paul Goude est « *un défilé des tribus planétaires n'ayant qu'un très lointain rapport avec notre identité nationale* ». Et de déclarer au *Monde* que « *la menace d'un prétendu antisémitisme ne doit nullement servir à étouffer le réveil des peuples de l'Europe de l'Est* ». Une manière pour ce philosophe, considéré d'ailleurs comme de plus en plus suspect au sein de la gauche cosmopolite, de reconnaître qu'il existe une identité française, ethniquement et culturellement homogène, façonnée au gré des âges par une histoire commune. Un aveu qui ne manque pas d'intérêt et qui est à rapprocher du propos d'un autre écrivain de gauche, Régis Debray. Stigmatisant l'"hystérie" de l'intelligentsia française, qui n'est plus capable d'adhérer qu'à des causes étrangères et lointaines (Castro, Mao, Khomeiny, etc.) et pour qui l'idée de nation est « *la moins porteuse, la plus ringarde des séquelles de l'école primaire* », l'auteur de *la Puissance et les Rêves* écrit : « *On regrettera simplement que le recours à une mémoire longue et à des valeurs culturelles propres, fût-ce les plus rétrogrades, admirable mystique au loin, devienne, à la maison, et avant le moindre examen, passéisme minable, voire fanatisme suspect.* » Le débat sur l'identité divise, on le voit, aussi bien la gauche que la droite.



Selon Bernard-Henri Lévy, « *il y a deux nations, la charnelle, la substantielle, celle dont on hérite, celle de Péguy et de Barrès, qui n'a cessé d'engendrer la bêtise naturelle et fasciste ; et puis, il y a l'autre, la nation antilyrique, abstraite, sans couleur, sans odeur, celle de tous les hommes, la mienne.* » Il ne s'agit même plus ici, pour l'ancien "nouveau philosophe", d'opposer la conception volontariste de la nation à la conception ethnique, mais de prôner, au nom de l'universalisme, l'instauration d'une société unique à l'échelle mondiale. En effet, pour tous les universalistes, la patrie n'est autre que la planète. Ils ne sont plus citoyens français mais "citoyens du monde". Tel est le point de vue d'une grande partie de la classe politique.



Il y a deux Chirac. D'un côté, le signataire de l'appel de Stockholm, l'homme aux sympathies communisantes à l'époque de sa jeunesse, puis, plus tard, aux idées cosmopolites, celui qui déclare le 14 octobre 1979, à Bruxelles : « *Je suis favorable au vote des immigrés aux élections municipales* », qui récidive six ans après : « *Que la France soit une nation multiconfessionnelle et multiraciale, que nous soyons tous des métis est une chose trop évidente pour qu'il faille insister.* » De l'autre, le politicien qui, à la veille de chaque élection, retrouve des accents "droitistes". Ce qui l'a poussé récemment à faire une sortie sur « *l'odeur de la cuisine des immigrés* » qui rend « *les Français fous* ». Homme de "centre gauche", Chirac illustre en réalité le ralliement d'une certaine "droite" aux théories universalistes propagatrices des idéaux cosmopolites destructeurs de l'identité française.

riche legs de souvenirs » et volontaire de la nation : « *la volonté de faire valoir l'héritage que l'on a reçu indivis* [1] ».

Par la suite, l'opposition entre les deux conceptions de la nation n'a cessé de se systématiser au gré de l'antagonisme entre les deux pays, alors que l'unité ethnique de l'Allemagne était tout aussi fictive que l'ethnicité latine de la France.

Cependant, c'est dans l'attitude à l'égard de l'universel que l'on aperçoit le mieux la fabrication de la machine de guerre idéologique.

La prétention française à l'universel

La démarche historique, en effet, ne suffit pas pour objectiver une nation par rapport aux autres. Elle justifie la défense de la communauté nationale, mais procure aux autres pays la même justification. Le fin du fin consiste à rendre l'action de l'adversaire moins légitime. Il faut donc, fictivement, se soumettre au jugement d'une autorité supérieure qui place sa propre nation au premier rang. Bien entendu, plus le principe est élevé, plus il est incontestable. Telle est, depuis la naissance de l'État au XVe siècle, l'œuvre des cogiteurs qui se sont mis à son service.

Le thème le plus ancien en ce domaine est l'élection divine, thème que chaque État, s'inspirant du peuple juif, a développé durant les XVe, XVIe et XVIIe siècles. Cependant, au XVIIIe siècle, cette recette se démode et Bernard de Mandeville pouvait ironiquement observer que « *l'Ancien Testament était un réservoir inépuisable d'arguments* » pour justifier les actions et les fins de la puissance. Il incombait donc aux philosophes des Lumières et à leurs successeurs, dès lors que la référence à la théologie ne suffisait plus, d'édifier la construction destinée à fonder en raison la supériorité de leurs pays respectifs par rapport aux autres.

Là encore, on retrouve les deux archétypes français et allemand, portant la même marque de fabrique, quoique divergents.

Ainsi Fichte s'inspire de Jean-Jacques Rousseau quand il écrit, en conclusion de ses *Discours à la nation allemande* : « *C'est vous qui, parmi tous les peuples modernes, possédez le plus nettement le germe de la perfectibilité humaine et à qui revient de droit la préséance dans le développement de l'humanité.* »

Du côté français, la prétention à l'universel est une constante que chaque régime reprend en canon depuis trois siècles, autour de deux recettes : la capacité illimitée de la culture française à définir des normes pour le genre humain, capacité héritée de l'ancienne monarchie, et le message libérateur de la Révolution française. « *Tout homme a deux patries : la sienne et puis la France.* » Grâce à ce bel emballage, le glaive du colonisateur et le fouet de l'esclavagiste seront accueillis plus favorablement et la France bénéficiera dans le monde d'un avantage sur ses ennemis. Comment s'étonner, dans ces conditions, que le dogme de la France, nation universelle, se soit trouvé partagé par la quasi-totalité des esprits français ? Citons à cet égard le fort peu républicain Marie de Roux qui écrivait vers 1930 que « *l'on ne doit de reconnaissance à la civilisation nationale que dans la mesure où elle nous fait participer à la plus haute humanité* [2] ». Dangereuse proposition, qui justifie le certain par l'incertain. Nous allons voir où nous ont menés ces deux conceptions en cent trente ans d'histoire.

On pourrait penser qu'après la défaite de l'Allemagne en 1945, la conception ethnique de la nation ait disparu. Il n'en est rien. Depuis les débuts de la décolonisation, de très nombreux nationalismes ethniques ont émergé. Le gouvernement a même récemment, en la personne de M. Joxe, consacré au nationalisme corse une place à part dans la République en parlant de "peuple corse". De même, il est très à la mode, lorsque les médias en donnent le signal, de verser des torrents de larmes sur le peuple kurde. Mail il est tacitement admis que seul le tiers monde peut invoquer l'ethnie. A la rigueur, de petits peuples sans prétention



Alors que le peuple français est invité par ses dirigeants à se considérer comme le réceptacle de toutes les races, de toutes les cultures et de toutes les identités au nom du melting-pot et de la société pluriculturelle, alors qu'il lui est interdit de se pencher sur ses racines de peur de voir se réveiller un prétendu "nationalisme", le peuple juif, pour sa part, affiche sans complexe son attachement à ses valeurs et à ses origines. Sa survie au cours des siècles, malgré la diaspora, n'a pas d'autre explication. A l'inverse de la France, en effet, l'État d'Israël ne se conçoit pas comme la patrie des droits de l'homme, mais comme l'expression du peuple juif.

historique peuvent s'y référer, à condition de ne pas aboutir. Si, en revanche, un grand État s'avisait de s'en inspirer, il serait aussitôt frappé d'interdit. La conception de la nation dérivée a donc triomphé. Mais comment a-t-elle résisté à son triomphe ? Renan et Fustel seraient-ils heureux de voir confirmée leur vision des choses ? Rien n'est moins sûr car leurs idées ont été déformées, jusqu'à l'absurde.

La dérive idéologique

A la conception nationale, fondée sur l'acceptation d'un héritage reçu en commun, s'est substituée peu à peu une identité nationale purement administrative, dans laquelle une référence ignare au *jus soli* permet d'affirmer qu'en définitive, tout être humain, quel qu'il soit, et dès lors qu'il s'introduit sur notre territoire, participe de la nation française.

Comment en est-on arrivé là ? Une fois encore, nous assistons à un phénomène de dérapage des idées, lesquelles échappent toujours aux intentions de ceux qui les conçoivent jusqu'à devenir ineptes et dangereuses. Cette dérive s'est opérée dans plusieurs directions.

On a commencé par simplifier grossièrement des idées qui avaient été utilisées comme des armes dans un conflit. Quand Renan disait : « *La nation n'est pas réductible à une race* », l'esprit actuel traduit : la nation n'est pas héréditaire et le sang n'y a aucune part, ce qui est tout le contraire de la pensée de Renan. Quand il écrivait : « *Elle est un produit de la tradition et de la volonté collectives* », le système actuel transcrit : la nation n'est qu'une affaire de conditionnements et de choix individuels, ce que Renan aurait désavoué avec horreur. Remarquons bien que cette dérive est commune à l'ensemble de la classe politique. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les comptes rendus des débats sur la question de la nationalité au Sénat. Ainsi, M. Jacques Thyraud ose écrire, dans son rapport du 27 novembre 1990, que le retour des immigrés, s'il était concevable en Allemagne, au vu de la conception nationale de ce pays, est incompatible avec la tradition française ! Cependant, la prétendue opposition fait chorus avec cette opinion puisque M. Pasqua proclame, en citant Alain Finkielkraut, « *le mérite historique de la France* » « *d'avoir proposé une théorie élective de la nation* »[3]. Par la même, nous pouvons voir que rien de sérieux ne sera fait de ce côté pour conforter l'identité française.



« *J'aime l'humanité, ça me permet de haïr mon voisin* » disait Montesquieu. De même, s'enticher des Kurdes semble dispenser d'aimer les Français. En France, en effet, les ethnies ne sont reconnues et respectées qu'à la condition de n'être pas françaises. Ainsi s'émeut-on pour les Kurdes, les Arméniens et réclame-t-on le droit à la reconnaissance pour les ethnies, tout en tenant l'argument ethnique pour dépassé dès qu'il s'agit des Français.

Ensuite, les déviances de la conception nationale française s'expliquent par deux malentendus.

Premier piège : les idées générales. Lorsque, pour justifier et renforcer la puissance de la France, Galliéni ou Berthelot saluaient l'invasion de l'Annam ou de Madagascar au nom d'un principe supérieur de l'humanité que notre pays apportait « *en offrande au banquet de l'universel* », ils n'avaient pas l'impression de s'engager à grand-chose, mais seulement de doter la France d'un ornement utile et peu coûteux. C'est en effet sur la terre des autres que nous exportions principes et soldats. Or les idées générales sont comme des emprunts à long terme : plus elles sont élevées, plus le remboursement est lourd et tardif. Après avoir répété au temps de notre puissance que la France était la patrie de tout homme, comment s'étonner aujourd'hui que les misérables du monde entier nous prennent au mot ? Nous voilà prisonniers de notre propre logos et conduits au suicide pour honorer un siècle de vantardises, alors que notre puissance s'est envolée.

Le deuxième malentendu porte sur la notion d'universel. Dans l'esprit des hommes du XVIII[e] et du XIX[e] siècle, le mot "universel" ne se référait pas au monde entier. Implicitement, pour Voltaire, Renan ou Tocqueville, ce mot se rapportait à l'Europe et à ses concepts. Le malheur des Européens est que les idées de l'Europe ont envahi le monde et se retournent contre elle.

Il est clair, au contraire, que le salut public de la France et de l'Europe exige une rupture avec cet enchaînement dialectique. Le discours de renaissance nationale d'un Renan ou d'un Camille Jullian avait pour motivation la récupération de l'Alsace-Lorraine et l'exaltation de la puissance française. Tant que les idées expriment la détermination, tant qu'elles concentrent les énergies des réalités pour lesquelles elles ont été faites et qui sont leur raison d'être, elles constituent la force et l'ornement des peuples qui les emploient ; mais quand elles échappent à tout contrôle et pèsent négativement sur leur destinée, alors il faut les mettre à la ferraille pour qu'elles ne nous entraînent pas au fond du gouffre. C'est à un choix de cet ordre que nous sommes acculés aujourd'hui. Débarrassons-nous de cette opposition dialectique, forgée pour la cause d'un conflit intérieur à l'Europe et périmée depuis longtemps, entre nation historique et nation ethnique. Une nation ne peut être déconnectée complètement de l'histoire, ni des races qui la composent. Cessons de généraliser et de faire de nos patries de simples principes. La France et l'Europe valent mieux que tous les principes, et aucun, si élevé soit-il, ne vaut qu'on les lui sacrifie. ■

1. "Qu'est-ce qu'une nation ?" : conférence en Sorbonne, le 11 mars 1888, *Œuvres complètes*, p. 887.
2. Marie de Roux : *Charles Maurras et le nationalisme d'Action française*, 1927, p. 224.
3. Cité par *la Voix de la France*, août-septembre 1990, pp. 37-38.

L'identité française

par Jean-Claude Bardet



« L'histoire de son pays est nécessaire pour tout homme éclairé qui ne veut pas vivre comme un étranger dans sa patrie. » Ce propos du chancelier d'Aguesseau est d'autant plus d'actualité que, par suite de l'appauvrissement de l'enseignement à l'école et du passage de l'histoire événementielle à l'histoire économico-sociale sous l'influence du marxisme et du libéralisme, les Français sont de plus en plus coupés de leur histoire et donc de leurs racines. La France n'est pourtant pas née du jour au lendemain. Son existence, sa culture, sa prospérité sont le fruit d'efforts et de luttes qui se sont poursuivis sur des siècles. Sans la victoire remportée aux champs Catalauniques en 451 sur les hordes d'Attila, sans la bataille de Poitiers menée en 732 contre les arabes, la France ne serait pas devenue ce qu'elle est. Ici : la bataille de Poitiers.

Il règne sur la nature et les origines de l'identité française une très grande confusion. Pour certains, la France, "patrie des droits de l'homme", serait née en 1789. Ainsi se trouvent occultées nos véritables racines pour le plus grand bénéfice des partisans de la création d'une nouvelle société multiraciale et pluriculturelle. Or la France n'est ni l'une ni l'autre. Loin d'être une terre d'immigration constante et de brassage, elle est le domaine d'un peuple dont les origines ethniques remontent au mésolithique, sinon au néolithique, et dont les caractères sont devenus définitifs il y a mille quatre cents ans et n'ont subi aucun changement notable jusque dans les années soixante-dix, date de l'arrivée massive d'une immigration extra-européenne. Quant à l'héritage culturel de la France, il s'ancre dans un passé millénaire où Lascaux et les mégalithes ont leur part et dont les derniers traits ont été fixés à la charnière de la préhistoire et de l'histoire par les peuples indo-européens, celtes, romains et germaniques, et par la religion chrétienne. Synthèse de l'esprit européen, la culture française, élaborée à partir d'une seule langue, le français, sur le riche terreau de ses cultures locales, est unique. Telle est la véritable identité française, une identité que tout sépare, ethniquement et culturellement, de l'Afrique et de l'Asie.

« *Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres.* » Cette réflexion d'Alexis de Tocqueville illustre de façon lapidaire l'état actuel de la France. Frappé d'amnésie, notre pays ressemble à une sorte de vaisseau fantôme qui aurait perdu son ancre et son gouvernail. Autrement dit : la mémoire de ses origines et finalement le sens de sa destinée.

Si, comme le remarque Pierre Chaunu, « *un peuple à quelque moment de son histoire ne peut vivre sans se raconter l'histoire de ses origines* [1] », cette histoire n'a d'abord été qu'une succession de faux départs. Par opposition aux temps "obscurs" du paganisme, l'Eglise et la monarchie capétienne font remonter nos origines à Clovis et à Charlemagne et, par delà, à l'héritage romain [2]. Par leur hostilité aux Capétiens qui "firent la France" et pour dénoncer la superstition et la religion chrétienne qu'ils abhorrent, les révolutionnaires imposent aux Français un nouveau mythe fondateur : la dérisoire prise de la Bastille, et un nouveau culte : celui de l'Être suprême. Après la défaite de 1870 et à la faveur du romantisme celtisant, la République découvre nos "ancêtres" les Gaulois et fait de Vercingétorix le vaincu le premier héros national de notre histoire, le premier "résistant", tandis que l'on chante *Sambre-et-Meuse*.

Ces partis pris s'accompagnent déjà malheureusement de campagnes de dénigrement qui altèrent la connaissance objective de nos origines en rejetant dans la barbarie tout ce qui ne participe pas de l'idéologie officielle du moment. Michelet assimile les Gaulois à des « *enfants du monde naissant* », évoque ces « *grands corps mous, blancs et blonds* » et ajoute : « *leur banquet ne se terminait guère sans bataille* ». Vision que Pierre Chaunu situe « *à mi-chemin du chaos et du paradis perdu*[3]. » Nos ancêtres francs ne sont pas mieux servis : « *des aventuriers gloutons, bruyants, malodorants*[4] », « *un repaire de vices, le lieu d'élection de la débauche, de la trahison, de la cruauté*[5] ». C'est le mythe des rois fainéants. Barbares et incultes, tels apparaissent nos ancêtres, même aux yeux des écrivains chargés d'écrire l'histoire. Nous sommes loin du "peuple élu".

Certes, si l'histoire et, par conséquent, l'appréhension de nos origines subissent les aléas de l'état des connaissances encore très incomplètes au XIXe siècle et les fluctuations des mythes fondateurs, l'Ancien Régime et la IIIe République n'en occulteront pas pour autant totalement le passé qu'ils auront le souci d'enseigner aux jeunes Français. La monarchie veillera à transmettre à la postérité ses racines. La grande abbaye de Saint-Denis joue alors le rôle de mémorial et la *Grande Chronique*, traduite en langue vulgaire dès 1274, conte au peuple les hauts faits de l'histoire de France. Quant à l'école de la République, sous l'impulsion de Jules Ferry, elle impose aussi sa marque aux jeunes enfants, avec une vision qui tient plus de l'image d'Épinal que de l'histoire, mais qui a le mérite d'ancrer encore l'avenir dans le passé.

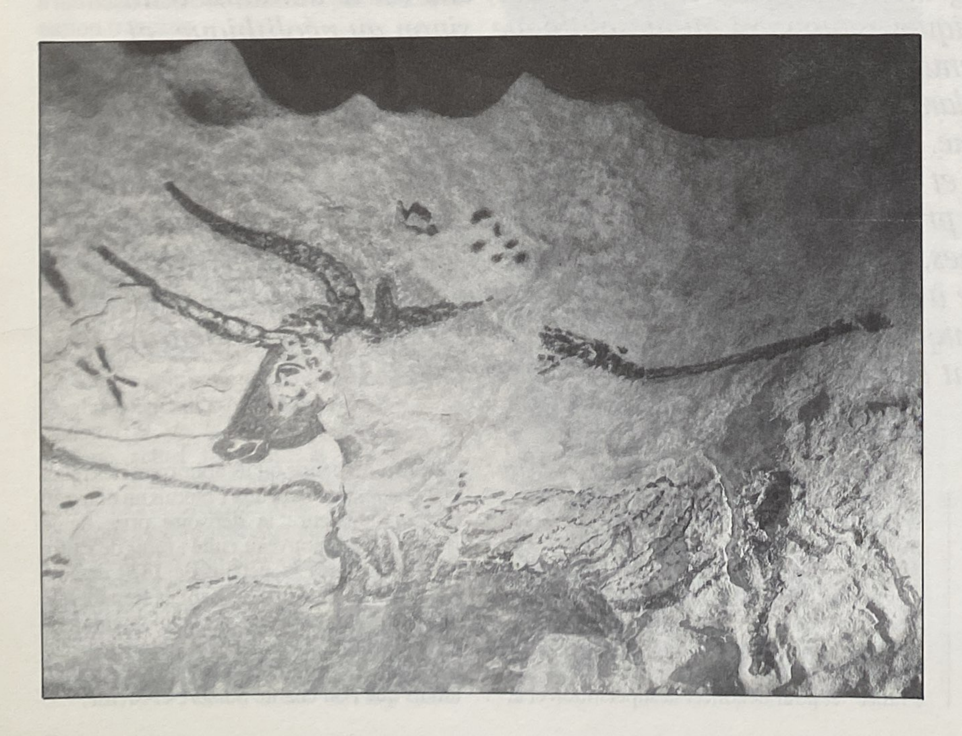
Particulièrement malmenée, l'identité française n'en est pas moins reconnue, même si l'on se divise sur son contenu, mais aussi vécue, quand on songe aux sacrifices que les poilus consentiront dans le cours de la grande guerre civile européenne de 14-18. Avec 10,5 p. cent de morts pour cent actifs, c'est la France qui paiera le plus lourd tribut (plus que l'Allemagne : 9,8 p. cent, l'Autriche-Hongrie : 9,5, l'Italie : 6,2, le Royaume-Uni : 5,1, la Russie : 5 et les États-Unis : 0,2). Pas pour défendre les droits de l'homme, mais pour sauver la patrie. Une nuance essentielle. Noircie ou embellie, falsifiée ou idéalisée, l'histoire des origines du peuple français continuait donc d'être prise en compte dans la définition de l'identité.



Pour les tenants du cosmopolitisme et de l'universalisme, la France serait une nation désincarnée, sans passé, dont l'histoire ne remonterait qu'à 1789 et à la Déclaration des droits de l'homme. A quoi Fernand Braudel répond : « *Comme si l'histoire n'allait pas jusqu'au fond des âges, comme si préhistoire et histoire ne constituaient pas un seul processus, comme si nos villages ne s'enracinaient pas dans notre sol dès le IIIe millénaire av. J.-C., comme si la Gaule n'esquissait pas à l'avance l'espace où la France allait grandir, comme si le départ du Rhin au ve siècle par les peuplades germaniques* [...] *ne constituait pas à des siècles et des siècles de distance un trait contemporain vivant* [...], *comme si, dans notre sang, dans notre vie, l'hématologie rétrospective ne décelait pas la trace même des lointaines "invasions barbares", comme si croyances autant que langues ne venaient pas vers nous des siècles obscurs du plus lointain passé.* » Ici, la civilisation mégalithique, plus ancienne que les pyramides, née sur notre sol entre 4800 et 3000 av. J.-C. et partie intégrante de notre patrimoine. Sur la photo : les mégalithes de Trébeurden (entrée de l'hypogée).

Le dénigrement et la contestation de l'identité

Tel n'est plus le cas aujourd'hui. S'appuyant sur les conceptions universalistes de l'époque des Lumières et en particulier sur les théories libérales, juridiques et abstraites qui ramènent les nations à une somme d'individus libres de s'unir ou non par contrat, s'est développé un vaste et puissant courant qui réduit l'appar-



Il est aujourd'hui établi que la population française n'a que peu évolué depuis la préhistoire. Si l'on excepte les invasions indo-européennes, celtes, romaines et germaniques, le peuple français remonte à cette période et ses caractères physiques n'ont depuis lors pas changé. Ce que confirme Fernand Braudel : « *L'essentiel, pour l'instant, c'est de mettre à sa place l'énorme héritage vivant de la préhistoire. La France et les Français en sont les héritiers, les continuateurs, bien qu'inconscients. Les recherches hématologiques en sont à leurs débuts. Mais est-ce une surprise qu'elles mettent en lumière dans notre sang (celui des Français d'aujourd'hui) le sang reconnaissable de la préhistoire ?* » Le peuple de France remonte en effet à la nuit des temps et ceux dont nous descendons n'étaient ni des Africains ni des Asiatiques mais déjà des Européens. Ci-contre : les grottes de Lascaux, œuvre de nos très lointains ancêtres. C'est en France en effet que le stupéfiant art rupestre apparaît, entre 35000 et 10000 ans av. J.-C., dans la vallée de la Vézère en Périgord : les Eyzies, Cro-Magnon, Mouthe, les Combarelles, Font de Gaume, le Cap blanc Laussel, la Laugerie, les Marseilles, la Madeleine, Moutiers, Lascaux, autant de "lieux saints de l'humanité", selon l'expression de Pierre Gaxotte.



En 52 av. J.-C., après une résistance qui préfigure la prise de conscience de l'identité française qui allait s'opérer, Vercingétorix se rend à César et la Gaule s'incline devant Rome. Non cependant pour disparaître, car les Celtes, qui étaient arrivés en Gaule plusieurs siècles auparavant et dont Fernand Braudel déclare qu'ils étaient « *sûrement des guerriers intrépides, des cavaliers passionnés, des forgerons experts, des artisans d'une habileté consommée et, qui plus est, les porteurs de mythes brillants* », revivent en nous et constituent l'une des principales composantes de notre identité. (Tableau de Henri Paul Motte, musée Crozatier, Le Puy-en-Velay.)

tenance à la France à une simple adhésion à la Déclaration des droits de l'homme et qui, ce faisant, dissocie l'identité française de toute origine culturelle et ethnique. Ici, le passé n'a plus d'importance. La moindre évocation des origines du peuple français ou toute recherche historique sur le sujet sont tenues pour inutiles, voire dangereuses. Car il ne s'agit plus désormais de se référer à une patrie charnelle et réelle, mais à une fiction. Tel est le point de vue de Bernard-Henri Lévy qui fustige « *les communautés de fait d'abord. C'est-à-dire de "race", de "terre", de "terroir", de "région", de "nation", que sais-je encore, toutes les communautés incarnées* [...] *dont l'horizon me paraît toujours être l'enfermement, la violence et finalement la barbarie* » et magnifie « *les autres, les communautés de verbe, de loi, de papier, d'idée, d'idéal. Des communautés sans ancrage, des rassemblements sans frontières, des identités cosmopolites et toujours transgressives* [6] ».

Un véritable rideau de fumée est d'ailleurs habilement tendu sur tout ce qui touche de près ou de loin à l'histoire de la France ou à celle de l'Europe dont nous sommes partie intégrante. Qu'il s'agisse de l'origine de la civilisation, qu'on attribue à l'Orient à partir des thèses diffusionnistes selon lesquelles la lumière serait venue du bassin mésopotamien et de la Palestine, alors qu'aujourd'hui il apparaît clairement, depuis que l'on recourt aux nouvelles méthodes de datation, que l'"*oriente lux*" a été une sorte de mystification [7]. Qu'il s'agisse de l'unité culturelle originelle qui constitue la spécificité des peuples d'Europe et les distingue des autres : leurs racines indo-européennes [8]. Qu'il s'agisse enfin de nier ce qui oppose le christianisme, commun dénominateur des Européens, à l'islam, propre aux peuples du Moyen-Orient et de l'Afrique. Car ce dont il s'agit c'est bien d'étouffer toute prise de conscience tant européenne que française.

Des origines immémoriales

Un premier postulat est généralement avancé pour dénier aux Français tout droit à revendiquer une origine particulière : la France serait, dit-on, depuis toujours une terre d'immigration et, le peuple français n'étant que le produit d'un brassage continuel, l'arrivée de migrants supplémentaires ne pourrait en rien altérer son identité. Opinion partagée par la plupart des hommes politiques, Philippe Seguin en particulier, qui déclare : « *Nous sommes tous des immigrés, seule la date d'arrivée change* [9]. » Mais opinion que ne corroborent nullement les historiens et les chercheurs qui se penchent sur notre lointain passé.

Certes, la France a été le théâtre d'invasions successives. Encore ces invasions se sont-elles produites dans des temps extrêmement reculés. Après la néolithisation, qui sera le résultat, entre 7000 et 4500 avant Jésus-Christ, des dernières grandes migrations venues du Danube et de la Méditerranée, et qui, comme le remarque Fernand Braudel, scellera « *la naissance de la Gaule et de la France ou, mieux, de l'Europe entière, avec leurs labours, leurs pâturages, leurs maisons, leurs villages et leurs peuples enracinés de paysans* [10] », la France ne connaîtra plus que les incursions des peuples appartenant au même rameau indo-européen, qu'il s'agisse des proto-Celtes, puis des Celtes, enfin des Latins et des Germains dont la parenté est aujourd'hui culturellement établie par les travaux toujours occultés de Georges Dumézil. « *Après l'an mil,* remarque en effet Alfred Fierro-Domenech, *les apports extérieurs n'ont jamais été suffisamment massifs pour modifier sensiblement les caractères physiques*

des occupants de la France [11] » et il ajoute que ce sont « *les hommes petits ou moyens, bruns au crâne court (brachycéphales) qui constituent encore aujourd'hui la masse de la population française que l'on nomme traditionnellement la "race alpine"* [12] » dont l'origine remonte pourtant au mésolithique et au néolithique.

Il existe donc bien un peuple français spécifique, dont les traits et les caractères définitifs ont été façonnés à l'issue des dernières invasions. Ce peuple a mille quatre cents ans d'existence dans sa dernière version, celle qu'il héritera des apports celtes, romains et germains, et il a des milliers d'années de plus dans sa version primitive qui remonte au néolithique et sans doute plus avant encore. Et si ce peuple a pu bénéficier d'une immigration d'origine européenne durant les années trente et cinquante, cette immigration, proche de lui par le sang et la culture, fondue dans la masse, n'a en rien modifié ses caractéristiques, son exceptionnelle identité [13]. Comme l'établit la très sereine *Histoire de la population française* parue sous la direction de Jacques Dupâquier [14], les étrangers, pour la plupart européens, n'étaient encore que 3 p. cent en 1914 et 4,4 p. cent en 1946. Aujourd'hui, ils représentent plus de 10 p. cent de la population et ils sont d'origine essentiellement maghrébine, africaine et asiatique. Un bond fantastique qui fait dire à Alfred Fierro-Domenech : « *Peut-être va-t-on assister à la fin du XXe siècle à une transformation progressive des Français sous l'influence du brassage des populations et de l'immigration massive en provenance d'Afrique et accessoirement d'Asie* [15]. » Une mutation que notre pays n'avait sans doute pas connue depuis des millénaires, un génocide en quelque sorte puisqu'il s'agit de supprimer ce qui fait l'originalité "ethnique" de la population française.

La conscience d'un destin commun

Deuxième postulat mis en avant pour nier l'existence du peuple français : ses divisions, qui seraient dues à l'extrême diversité de ses cultures locales. Une diversité que la monarchie, dans son infinie sagesse, avait su maintenir, à la différence des révolutionnaires qui s'acharnèrent, comme on le sait, à éradiquer les particularismes, provoquant ainsi un déracinement profond et rendant la France paradoxalement moins identitaire bien que plus monolithique. Moins vivaces qu'autrefois, ces particularismes, ces divisions ne sauraient masquer pour autant l'unité du peuple français.

Cette unité se reconnaît tout au long de ces deux derniers millénaires aux réactions que les invasions suscitèrent sur notre territoire. Il est en effet remarquable de constater que ce peuple que l'on dit désuni, hétérogène, quand ce n'est pas dépourvu de consistance, s'est toujours retrouvé soudé face à un ennemi qu'il ressentait comme un danger pour son unité. « *Une nation ne prend d'ordinaire la complète conscience d'elle-même que sous la pression de l'étranger* » remarquait Renan [16].



En se convertissant au catholicisme, Clovis, roi des Francs, faisait entrer le futur royaume de France dans la chrétienté, ajoutant aux origines païennes de l'identité française l'appartenance au christianisme. « *Vive Dieu qui aime les Francs* » dira plus tard la loi salique. Une mutation importante qui allait faire de la France la fille aînée de l'Église et du christianisme la composante principale de notre identité, outre nos racines indo-européennes, germaniques, celtes et romaines.

C'est à Gergovie et à Alésia (52 avant Jésus-Christ) contre les Romains, aux champs Catalauniques (451) contre les hordes asiates, à Poitiers (732) contre les arabes, à Bouvines (1214) contre l'empereur Othon IV et le roi d'Angleterre, avec Jeanne d'Arc contre les Anglais, et ce indéfiniment jusqu'à la dernière guerre, que s'est forgée, dans la gloire et l'adversité, la prise de conscience d'un destin commun. Une conscience qui subsiste encore comme le remarque Dominique Schnapper à propos de l'intérêt suscité par l'élection présidentielle au détriment des autres consultations, ou du refus d'accorder aux étrangers le droit de vote ou encore du peu d'enthousiasme que provoque l'accession à la nationalité européenne [17].

Cette conscience fut si vivace que Fernand Braudel ose bousculer une idée pourtant unanimement admise : « *L'unité*, dit-il, *n'est pas seulement l'œuvre des "quarante rois qui en mille ans firent la France". Ils ne furent pas les seuls ouvriers à la tâche s'ils en restent les plus prestigieux. La France en partie se sera faite toute seule. Car, si l'espace divise, il unit aussi* [18]. »

Et, par delà les particularismes locaux, il ne fait aucun doute qu'un sentiment commun d'appartenance à la nation, même amenuisé, reste encore ancré au fond des esprits.

Un incomparable patrimoine culturel

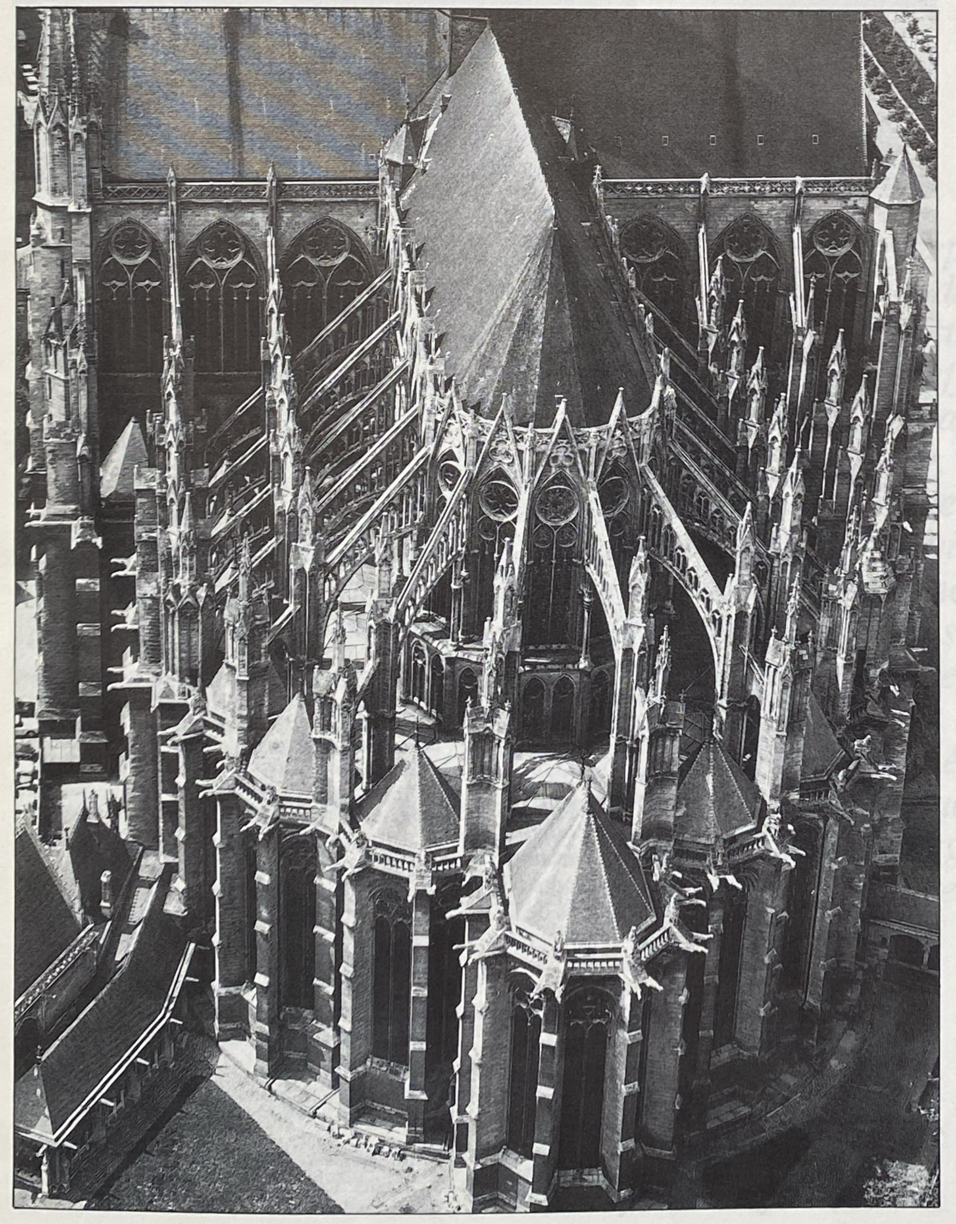
Un troisième postulat revient régulièrement dans tous les discours politiques. Il consiste à assurer que la France serait une société pluriculturelle, autrement dit que la nation serait le réceptacle d'une multitude de cultures différentes. Cette affirmation est liée au premier postulat. Si la France est au plan racial un melting-pot, n'est-il pas tout naturel qu'elle soit multiple au plan culturel ? En contrepartie, on le voit, une telle assertion conduit à nier l'existence d'une culture et d'une identité spécifiquement françaises.

Rien n'est cependant de toute évidence plus faux. Les Français sont en effet, il faut le rappeler, d'abord les héritiers d'une histoire longue de plusieurs millénaires, qui fait de la France, avec la Mésopotamie, le plus grand berceau de civilisation. C'est sur notre sol que s'est épanoui le solutréen dont Gabriel Camps déclare qu'« *il demeure désespérément français* [19] » et qui fait apparaître, entre 20 000 et 16 000 avant Jésus-Christ, un outillage, dont l'aiguille au chas, d'une grande ingéniosité et une poterie d'une finesse de toucher restée inégalée. C'est sur notre sol, il y a quinze mille ans avant notre ère, que surgit le magdalénien, avec ses innombrables sites décorés, dont le plus significatif, Lascaux, représente le sommet de l'art, le siècle d'or de toute la préhistoire, celui que Pierre Chaunu compare au « *siècle de Périclès ou des Médicis* [20] », un siècle qui durera mille ans. C'est toujours et encore en France que naît, pour se répandre dans toute l'Europe, quatre mille huit cents à trois mille ans avant Jésus-Christ, la civilisation architecturale des mégalithes, dont on sait désormais, grâce au carbone 14 et à Colin Rentrew [21], qu'elle est née bien avant celle des pyramides. C'est enfin au cœur de la France qu'éclosent aux XIe, XIIe et XIIIe siècles, lors de la dernière grande mutation européenne antérieure au XIXe siècle, l'art roman, puis l'art gothique, les deux styles architecturaux qui couvriront l'Europe.

Ces miracles, dont la France a été le siège depuis la nuit des temps, appartiennent à notre patrimoine national et à nul autre. Ils sont le fait des peuples qui nous précèdent directement et dont nous sommes les héritiers mais aussi les comptables. Par delà les millénaires et les siècles, ils attestent l'originalité et le caractère unique du peuplement de notre pays et témoignent déjà d'une certaine permanence de l'esprit.

Art roman et art gothique sont nés en France. Sommets de l'architecture, ils exaltent de manière éclatante la gloire de la chrétienté et marqueront définitivement les paysages de nos villes et de nos campagnes. Expression de notre culture, ils sont le témoignage de ce qui nous oppose à l'islam : une vision du monde et une conception de la vie radicalement différentes. Alors que le Coran bannit toute représentation de Dieu et de l'homme, les cathédrales et les églises, par la sculpture, la peinture, la fresque et le vitrail, célèbrent leurs images. C'est que l'art n'est pas innocent, mais signifiant. Comme le droit, la religion, etc., il est le reflet d'un monde, d'une culture, d'un art de vivre. Ci-contre : l'église de la Madeleine, à Vézelay ; ci-dessous : le chevet de la cathédrale d'Amiens.



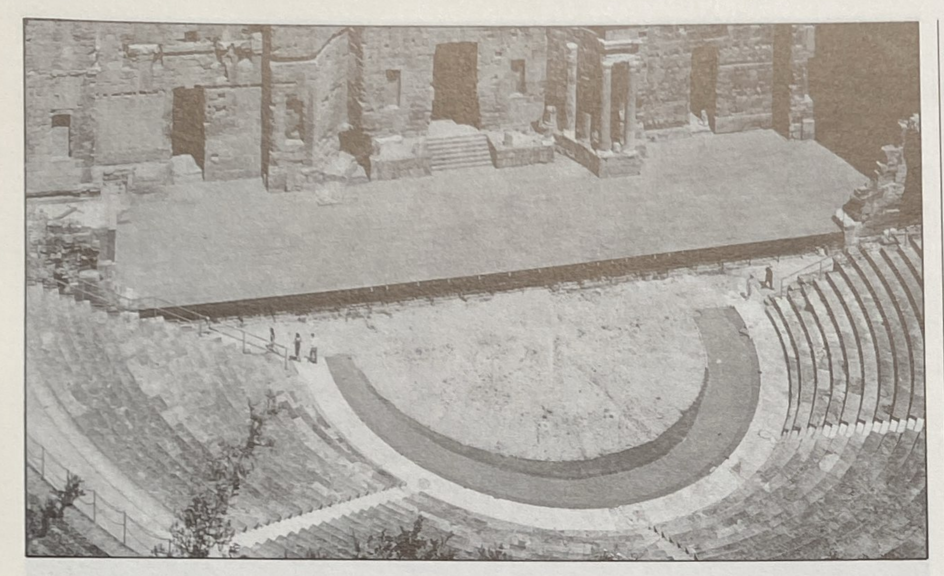


Un héritage double

Mais ce qui constitue l'essentiel de notre héritage culturel, et par conséquent de notre identité, remonte à la fin de la préhistoire et à l'aube du Moyen Age. Cet héritage est double : indo-européen et chrétien. De cette dualité découle toute une alchimie qui a fait de l'Europe et de la France le centre du monde, le foyer d'un prodigieux bond en avant.

Des Indo-Européens, des Celtes d'abord, plus particulièrement appelés les Gaulois, qui furent des artisans remarquables, passés maîtres dans les techniques du cuir, du fer et du bois, techniques restées célèbres grâce à leurs épées et à un outillage en avance sur celui des Romains — ils ont été, ne l'oublions pas, les inventeurs, entre autres, du tonneau et d'une sorte de moissonneuse —, de ces prédécesseurs sans doute avons-nous conservé, outre un tempérament frondeur, l'esprit d'ingéniosité. Aux colonisateurs romains nous sommes redevables au premier titre de notre langue, issue du latin, ainsi que du sens de l'ordre et du droit. Quant aux Germains, Francs, Burgondes et Normands, ils nous ont transmis l'idéal de la chevalerie, le goût de la liberté et le sens communautaire. Mais, au-delà de toutes ces particularités, les Indo-Européens nous ont légué une vision du monde et de la société qui nous distingue radicalement des autres peuples, une vision qui est à l'origine du développement scientifique et de l'essor économique qui ont caractérisé notre pays, mais aussi et surtout de cette notion de l'État qui nous est propre.

Le christianisme, pour sa part, une fois devenu la religion officielle des Francs après le baptême de Clovis, imprimera d'abord sa marque pendant des siècles sur les élites par



Avant Orange, il y avait *Arausio,* petite bourgade celtique des environs d'Avignon. Son théâtre, construit en 120 av. J.-C., l'un des plus beaux monuments gallo-romains qui ait traversé les siècles, reste le majestueux témoin de l'influence romaine en Gaule, une influence dont nous avons tiré notre langue et qui fait de nous des héritiers de la latinité.

le truchement du clergé et des ordres monastiques, puis imprégnera le peuple tout entier, comme en témoigne l'immense ferveur qui anima tout le Moyen Age et sans laquelle on ne peut expliquer l'extraordinaire renaissance architecturale que représente le "temps des cathédrales" si bien dépeint par Georges Duby. C'est du christianisme que nous tenons la foi qui nous a permis de résister victorieusement pendant un millénaire aux assauts de l'islam et dont les croisades, nées elles aussi en France, constituent le point d'orgue. C'est du christianisme que nous vient ce respect profond de la dignité de l'homme, dont découle la suppression de l'esclavage encore pratiqué il n'y a pas si longtemps dans certains pays musulmans. C'est au christianisme que nous devons la séparation du spirituel et du temporel contenue dans l'Évangile et mise en exergue par saint Thomas d'Aquin, une séparation qui permettra à la société terrestre, c'est-à-dire à la société civile, de se développer.

La France : une personne bien réelle

Certes, une telle définition ne rend pas totalement compte de la spécificité française, le christianisme et l'univers indo-européen étant communs à la quasi-totalité des peuples européens (Albanie exceptée). Ce qui fait l'originalité de la culture française, c'est qu'elle a su réaliser une synthèse du génie européen entre l'esprit germanique, celte et latin. C'est en effet plus spécialement sur le sol de France que sont venus se rejoindre, s'affronter et se fondre le Nord, l'Ouest et le Sud de notre continent. La culture française est en quelque sorte le concentré, la quintessence des différentes cultures européennes. Sans doute, d'ailleurs, est-ce pour cette raison qu'elle a pu apparaître, à tort, moins nationale et plus universelle. A tort parce que ce caractère "universel" qui lui est imputé recouvre uniquement les valeurs communes aux Européens, et non celles des autres.

Le point d'aboutissement de cette synthèse serait pour certains les droits de l'homme : la France, entend-on dire, en serait même la patrie. Depuis l'*Habeas corpus* et en passant par la Déclaration américaine des droits de l'homme, écrite et promulguée avant notre Déclaration des droits qui n'en sera qu'un recopiage, l'intérêt porté à des droits abstraits et universels caractérise le monde anglo-saxon et non la France. Cette synthèse se reconnaît en réalité dans un certain "art de vivre", qui est un art de penser et d'écrire autant que de manger et de boire, de construire ou de peindre et dont les règles se sont forgées au fil du temps pour donner naissance à ce qu'on appelle l'"esprit français", le "goût français".

Mais, par-dessus tout, ce qui constitue le ciment culturel de notre identité, c'est incontestablement le français, la langue de l'Ile-de-France, celle que parlent les rois, « *la langue des savants, des poètes et des princes* », puisque, comme on le sait, de toute langue découle une appréhension particulière du monde et de la vie : une culture à proprement parler. Aussi la pluriculturalité ne peut-elle à terme conduire par ailleurs qu'à détruire un jour ou l'autre la suprématie de notre langue, pourtant si durement imposée dans certaines de nos provinces. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux revendications de la plupart des musulmans devenus français par intérêt sans l'être de cœur. Comme Nacer Kettane, jeune écrivain beur, qui déclare : « *Les voix des immigrés doivent aller aux listes qui prennent en considération nos revendications propres : construction de mosquées, enseignement de l'arabe, du berbère dès l'école maternelle, prise en compte des grandes fêtes religieuses telles que l'Aid comme fêtes communales*[22]. »

L'introduction sur notre sol de l'arabe, l'écriture et la langue dont l'usage est rendu obligatoire par le Coran, comme langue officielle parallèlement au français est en effet dans la logique de la société pluriculturelle.

Au terme de cette analyse, la France s'offre à nous comme une personne bien réelle, habitée par un peuple exceptionnel doté d'une culture unique dont la formation remonte à des temps immémoriaux et dans laquelle l'Afrique et l'Asie n'ont jamais été d'un quelconque apport. En nier l'existence au nom d'un prétendu melting-pot et de la pluriculturalité, prétendre, comme le fait Michel Rocard, que nous serions « *les habitants d'un village planétaire* » ou des « *citoyens du monde*[23] » est une absurdité. Plus qu'une absurdité, un crime. On rappellera à ce propos la réflexion de Viollet-le-Duc : « *Le barbare est celui qui ne se souvient pas.* » ■

1. Pierre Chaunu, *l'Obscure Mémoire de la France*, "Pour l'histoire", Perrin, 1988, p. 15.
2. Il faut mettre à part ici la tentative de Frédégaire qui, dans son *Historia Francorum*, relie les rois francs à Francion, fils de Friga, frère du héros grec Énée.
3. Pierre Chaunu, *op. cit.*, p. 185.
4. Lucien Romier, *l'Ancienne France, des origines à la Révolution*, 1948, p. 45.
5. Ferdinand Lot, "La civilisation des Mérovingiens", in *les Destinées de l'Empire en Occident de 395 à 888*, 1re partie.
6. Bernard-Henri Lévy, *le Quotidien de Paris*, 16/06/81.
7. Voir à ce sujet l'ouvrage de Colin Rentrew, *les Origines de l'Europe*, Flammarion, 1983.
8. Certains historiens osent ainsi affirmer que les Indo-Européens n'auraient pas existé, malgré les innombrables recherches et travaux effectués par Georges Dumézil, Émile Benveniste, Jean Haudry, etc. C'est le cas des historiens marxistes comme Michel Rouche ou Jean-Paul Demoule, proches de Léon Poliakov ou de Pierre Vidal-Naquet et des collaborateurs de la revue *l'Histoire* publiée par le Seuil (voir à ce sujet le numéro de *l'Histoire* de novembre 1980).
9. Interview dans *le Point*, citée par *l'Est républicain*, 10/12/89.
10. Fernand Braudel, *l'Identité de la France*, Arthaud-Flammarion, 1982, p. 27.
11. Alfred Fierro-Domenech, *le Pré carré, géographie historique de la France*, coll. Pluriel, éd. Robert Laffont, 1986, p. 139.
12. *Id.*, p. 135.
13. Voir Jean Bernard et Jacques Ruffié, *Hématologie géographique*, I, 1966, cité par M. Bordeaux dans "Voies ouvertes à l'histoire des coutumes par l'hématologie géographique" in *Annales* ESC, 1969, p. 1275.
14. Tome III : "De 1789 à 1914", tome IV : "De 1914 à nos jours", PUF.
15. Alfred Fierro-Domenech, *op. cit.*, p. 139.
16. Ernest Renan, *la Réforme intellectuelle et morale*, éd. Complexe, 1990, p. 9.
17. Dominique Schnapper, "La France de l'intégration", in *Sociologie de la nation en 1990*, Gallimard, 1991, pp. 341-343.
18. Fernand Braudel, *op. cit.*, t. I, p. 110.
19. Gabriel Camps, "A la recherche du paradis perdu", in *Histoire et Décadence*, Perrin, 1982, p. 190.
20. Pierre Chaunu, *op. cit.*, p. 106.
21. Colin Rentrew, *les Origines de l'Europe*, *op. cit.*.
22. In *Croissance des jeunes nations*, oct. 1985.
23. Michel Rocard aux Clubs Convaincre, *le Figaro*, 15/04/91.

La France désagrégée

par Didier Lefranc



L'enseignement est l'une des missions essentielles de l'État. Son objet : transmettre aux générations futures la culture de la nation. La langue est, on le sait, le vecteur principal de l'identité. Or, aujourd'hui, l'orthographe et le français sont victimes de réformes utopistes qui ne contribuent qu'à produire des illettrés. L'histoire enracine l'homme dans sa communauté, or son domaine est désormais réduit à la portion congrue et ce qu'il en reste donne de notre pays une vision fausse inspirée du marxisme et du cosmopolitisme. Mieux : l'Université est le siège d'expériences sur la prétendue culture "rap", comme à Saint-Denis, où un cours, dispensé de façon régulière, dégénéra en batailles entre groupes ethniques. La France pluriculturelle n'est bientôt plus qu'un territoire morcelé en "nations" : la "nation zoulou" avec les Africains, la "nation beur" avec les jeunes arabes, la "nation vietnamienne" avec les Asiatiques. Un pays éclaté en "tribus", pour reprendre l'expression d'Alain Finkielkraut. Ici : des rappeurs à l'université de Paris-VIII (Saint-Denis).

Jamais la nation française et le peuple qu'elle incarne depuis des siècles n'ont été autant menacés dans leur identité. Disparition ethnique du peuple lui-même, qui ne peut que résulter de l'arrivée en masse de populations extra-européennes à la natalité galopante. Dénaturation de la culture française due à l'effondrement de la mémoire collective et à l'adoption de cultures d'importation. Passage de l'État-nation, gardien sourcilleux de l'intégrité nationale, à un État-providence, ennemi de la nation parce que chaque jour plus préoccupé du sort des étrangers que de celui de ses propres ressortissants. Désintégration des liens communautaires, qui identifiaient les hommes à leur patrie, au nom de l'individualisme et du matérialisme triomphants. Uniformisation et standardisation des biens et des genres de vie sous l'effet de la société de consommation et des lois du marché. Remise en cause de l'égalité devant les règles de droit par la personnalisation progressive des lois et la constitution d'enclaves échappant à la souveraineté de l'État. Tout concourt à l'éclatement de la nation par la destruction de son unité ethnique, culturelle et politique, donc de son identité. Une situation particulièrement grave sur laquelle viennent se greffer les "valeurs" universalistes et cosmopolites de l'idéologie dominante qui accentuent encore le phénomène.

La célèbre affiche de la campagne présidentielle de 1981, "Mitterrand Président", présentait le candidat socialiste devant un petit village, image de la France profonde, sur fond tricolore : le socialisme se réclamait alors des valeurs nationales. Pourtant, le socialisme "à la française" n'a fait que précipiter la désagrégation de l'identité française, en portant à leur paroxysme des évolutions à l'œuvre bien avant qu'il n'exerce effectivement tous les pouvoirs publics.

D'ailleurs, François Mitterrand, lors de sa campagne présidentielle de 1988, devait abandonner cette thématique pour l'image confuse d'une "génération Mitterrand" : à la symbolique de l'enracinement terrien on substituait celle de l'aplatissement cosmopolite, pimenté d'idolâtrie tontonmaniaque.

A la France des clochers, le socialisme préférait désormais celle des taggeurs. Cette dérive des images illustre d'une manière saisissante la profonde désagrégation de l'identité française. Car, au moment où

l'Allemagne retrouve son intégrité nationale, la France voit disparaître peu à peu les éléments constitutifs de son être.

Si son cadre institutionnel subsiste encore, notre identité perd en quelque sorte son contenu, c'est-à-dire ce qui fondait son irremplaçable singularité, son essence. La France actuelle ne correspond plus à la France éternelle. Elle devient une France diaphane, ombre d'elle-même.

De la culpabilisation à la négation

Les Français passaient autrefois pour avoir la tête près du bonnet dès que la patrie était en cause. On les disait volontiers "chauvins" ou "cocardiers". Le coq gaulois, symbole de l'orgueil national, servait d'ailleurs d'emblème et figurait sur de nombreux monuments.

Aujourd'hui, cependant, le patriotisme n'est plus qu'une simple opinion dont il vaut mieux ne pas se réclamer.

En effet, l'établissement cosmopolite a mis peu à peu en suspicion l'expression de la préférence nationale en l'entachant de "racisme".

Ainsi, on s'est d'abord employé à culpabiliser l'identité française en mettant systématiquement en lumière les périodes sombres de son histoire : l'invocation périodique des drames de l'occupation, de la collaboration ou de la décolonisation n'a manifestement pas d'autre objectif.

Mais comme cela semblait ne pas suffire, on s'est mis ensuite à nier tout simplement l'existence de cette identité.



Ce que les médias et la classe politique appellent pudiquement le "mal des banlieues", le "mal des jeunes", pour évoquer les émeutes qui ont éclaté à la périphérie des villes, n'est que la conséquence directe de l'entassement d'immigrés, clandestins ou non, sans travail et inadaptés à notre société. La multiplication de ces "zones", où l'État se révèle incapable d'exercer son autorité et de faire respecter l'ordre, signifie qu'il existe désormais sur le territoire national des espaces d'exterritorialité, des enclaves où la loi française n'est plus appliquée et qui appartiennent davantage au Maroc ou à l'Algérie, au point qu'il faille faire appel aux autorités de ces deux pays pour régler les problèmes qui s'y posent.



Notre pays, s'il est menacé dans son identité par l'immigration, a plus à craindre encore des ferments de désintégration sociale qui le détruisent de l'intérieur : l'accent mis sur l'économie au détriment du politique ordonnateur de la nation, l'hyper-individualisme qui affaiblit le sentiment communautaire, la société de consommation qui réduit la vie au présent et favorise le déracinement, etc. S'ajoutent les idéaux universalistes des dirigeants politiques qui font de ceux qui ont la garde de la nation des prosélytes de toutes les cultures étrangères, comme ici à la garden-party récemment donnée à Matignon par Édith Cresson.

Actuellement, l'établissement veut nous faire croire que la France se définirait avant tout par sa capacité — quasi surnaturelle — à accueillir tous les étrangers. Le génie de la France résiderait dans le fait qu'elle serait "terre d'accueil" par essence, et ne pourrait en quelque sorte se définir que négativement.

Cette étrange vision de l'identité nationale véhicule d'ailleurs un racisme antifrançais à peine voilé : elle tient implicitement les "Français de souche" pour rien puisque seuls les étrangers leur auraient permis d'accéder à la culture. Prétendre que les immigrants constituent nécessairement "une chance pour la France" revient à affirmer que cette dernière ne possède aucune valeur intrinsèque puisque l'apport étranger exercerait toujours des effets réputés positifs.

Cette vision déstabilisante de l'identité nationale repose au demeurant sur une absurdité conceptuelle car, comme le remarquait, il y a plus de vingt ans déjà, le linguiste Émile Benveniste, on ne peut concevoir « *qu'un peuple se proclame : les hospitaliers en général et à l'égard de tous indistinctement* [1] » sans finalement lui dénier toute identité propre, une identité qui justement lui permettrait de se différencier des étrangers !

L'affaiblissement de l'identité nationale ne résulte pourtant pas seulement d'une entreprise idéologique et des progrès du cosmopolitisme : elle se désagrège aussi dans les faits. A cet égard, le discours de l'établissement accompagne un processus clairement régressif.

Le retour des temps barbares

La première composante de l'identité nationale repose, on le sait, sur la souveraineté qu'une ethnie exerce sur un territoire donné où elle assume normalement l'exclusivité de sa présence.

Or aujourd'hui œuvre en France une dynamique résolument contraire : l'établissement ne conçoit plus en effet notre pays comme une nation mais comme une mosaïque. Et ses membres n'hésitent d'ailleurs plus, dans leurs propos, à employer, pour la qualifier, l'expression révélatrice de "mosaïque France [2]".

Or, précisément, les drames nés du déracinement des populations immigrées résultent du fait que l'on rompt avec cette logique territoriale de l'identité. L'immigration conduit en effet à juxtaposer des ethnies différentes sur un même territoire, privant ainsi ce dernier de son caractère homogène et continu.

Reniant leur vocation et leur morale, les pouvoirs souverains obéissent aujourd'hui à une logique de juxtaposition des peuples et non plus d'unification nationale. Le récent débat sur le "peuple corse" conçu comme une "composante" du peuple français s'inscrit dans cette étrange logique, tout à fait "étrangère" justement à la conception française de la nation, au même titre, par exemple, que l'affirmation identitaire des "blacks-blancs-beurs", slogan caricaturant volontairement l'emblème national.

Nous vivons proprement le retour des temps barbares, de cette époque qui a correspondu à l'interrègne séparant la chute de l'empire romain de l'apparition de l'ordre féodal. Dans ces âges sombres, les différents peuples installés après leur migration revendiquaient haut et fort — et souvent violemment — le droit d'obéir à leurs propres lois et affirmaient leur "droit à la différence".

Actuellement, c'est en effet bien à un retour de la "personnalisation des lois" — l'application des lois différant selon le clan ou l'ethnie de celui qui l'invoque — que nous assistons. Quartiers où les forces de l'ordre ont renoncé à intervenir, banlieues où règnent en toute impunité les bandes de "jeunes", répression inégale des délits selon qu'ils sont le fait des Français "de souche" ou des étrangers, sanction unilatérale du "racisme", les exemples abondent d'une extension apparemment irréversible de cette personnalisation des lois qui débouche tout simplement sur la régression de l'état de droit.

La transformation du substrat ethnique

Les migrations de populations ne se bornent pas à favoriser la constitution d'enclaves qui brisent la continuité et l'homogénéité territoriales. Elles entraînent également une modification de la composition ethnique

de la population, car l'immigration ouvre la voie à l'acquisition — sous différentes formes — de la nationalité française. Un récent rapport du ministère des Affaires sociales permet de chiffrer à un minimum de quatre-vingt mille les nouveaux Français qui apparaissent chaque année soit par naturalisation, soit par acquisition automatique de la nationalité pour les jeunes nés en France de parents étrangers, soit par mariage avec un Français ou une Française [3].

L'étude de la répartition des nationalités d'origine indique en outre une chute très rapide des Européens et la croissance continue des Africains et des Maghrébins.

En 1985, le *Figaro Magazine* avait publié, au grand scandale de l'établissement, une étude de Jean Raspail et Gérard-François Dumont au titre provocateur : *Serons-nous encore français dans trente ans ?*, qui projetait à l'horizon 2015 les tendances démographiques alors observées [4]. Les auteurs arrivaient à la conclusion qu'en 2015, les étrangers non européens représenteraient, du fait notamment de leur natalité plus vigoureuse et du solde migratoire, près de 17 p. cent de la population totale résidant sur le territoire national.

En outre, à cette date, les naissances d'étrangers non européens correspondraient à plus du tiers du nombre total des naissances en France.

Quelles que soient les limites de ce genre de projection, nul ne peut contester que les flux migratoires et leur persistance modifient la structure ethnique de la population française en augmentant progressivement la part du peuplement non européen.

L'État désintégré

La France se trouve maintenant soumise à une redoutable dynamique centrifuge qui s'inscrit en contradiction totale avec son devenir historique propre.

A force de se préoccuper de sauvegarder les droits du peuple kanak, du peuple corse, du peuple basque, ou des populations immigrées, l'établissement a provoqué une série de réactions en chaîne qui, de proche en proche, remettent en cause l'existence même de la communauté nationale. Au nom de quoi, en effet, refuser par exemple au peuple breton ce que l'on entend reconnaître au peuple corse ?

A bien des égards, la décentralisation, que l'établissement se vante de réaliser, peut apparaître comme la traduction institutionnelle et idéologique de l'implosion de la nation française.

Ce n'est pas en effet la France des patries et des provinces qui revit de nos jours, mais celle des tribus, des clans, des hobereaux et des grands féodaux repliés sur leurs fiefs et oublieux de l'intérêt supérieur de la communauté nationale. Celle aussi de l'État impotent.

L'État-nation centralisé, quelles que soient ses formes extérieures, a façonné au fil des siècles la physionomie exemplaire de la France. Ce que d'aucuns ont diagnostiqué comme le "mal français", c'est-à-dire la centralisation étatique, constituait en réalité une composante essentielle de notre identité nationale. On le voit d'une manière éclatante et a contrario depuis que l'État se dresse contre la nation et poursuit, par dogmatisme, des fins étrangères à l'intérêt national.

Pour la première fois de son histoire, notre pays se trouve pourvu d'institutions de souveraineté indifférentes au devenir de la nation. Significativement, la puissance publique se désintéresse des conditions d'appropriation du sol, c'est-à-dire du territoire national.

Dans les années soixante-dix, la gauche partait en guerre contre les investissements étrangers en France, plus précisément contre l'appropriation par les étrangers d'une partie du patrimoine industriel de la France. Alors qu'aujourd'hui, elle les encourage dans l'espoir de masquer le chômage et le déficit de nos échanges.



Les atteintes portées à l'identité d'un pays se mesurent aux transformations apportées à sa structure sociale, à son paysage et à son architecture en particulier. Ici, la grande mosquée d'Évry, symbole de l'installation de l'islam en France, une religion à laquelle l'Europe dut s'opposer pendant plus d'un millénaire sous peine de disparaître. Aujourd'hui deuxième religion dans notre pays, demain la première si aucune décision n'est prise pour inverser les flux migratoires, et sans doute la seule si l'on sait que la France aura alors le statut de "terre d'Islam" de laquelle doivent être bannis tous les "incroyants". Devant la mosquée : Khalil Merroun, recteur du centre islamique d'Évry et membre du CORIF.

Spéculation foncière, désertification rurale consécutive au recul de la population agricole, constitution d'enclaves étrangères dans les centres urbains, achats de propriétés et de terres par des non-résidents étrangers, investissements industriels étrangers, ces différents phénomènes auxquels l'établissement ne cherche nullement à résister s'inscrivent tous dans le même processus : celui du désaisissement des Français de leur propre espace, que ne compense pas l'augmentation du nombre de ceux d'entre eux qui accèdent à la propriété [5].

L'État ne protège plus ni les droits de la nation ni ceux de la citoyenneté. Et, comme dans toutes les périodes de décadence, c'est au contraire l'orthodoxie que l'on réprime prioritairement.

Dans le pays qui a naguère vaincu l'Europe coalisée aux cris de "Vive la nation !", on incite les tribunaux à réprimer comme un délit l'expression de la préférence et du sentiment national. L'État cosmopolite, dégénérescence de la fonction souveraine, précipite la nation dans l'impasse du laxisme et du tolérantisme. On voit ainsi les responsables du "maintien de l'ordre" se féliciter de leur inaction face aux émeutiers qu'il conviendrait « *d'abord de protéger contre eux-mêmes* » et d'avoir instauré avec des manifestants « *un dialogue fructueux* » [6].

L'État ne protège plus le citoyen mais prétend au contraire se préoccuper prioritairement des "autres", c'est-à-dire justement des étrangers. « *La première des libertés est celle de l'autre* » déclarait ainsi, en 1986, François Mitterrand à SOS-Racisme pour la "Nuit de toutes les couleurs", donnant ainsi le ton [7].

Dans la patrie de Montesquieu, de Richelieu et de De Gaulle, on se gausse maintenant ouvertement de la raison d'État. L'épouse elle-même du président de la République affirme haut et fort n'avoir « *aucun motif de céder à la raison d'État* [8] » sans que personne ne trouve rien à redire.



Le CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France) créé en mars 1990 par Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, ministre des Cultes. Une initiative de l'État en vue de se doter d'une instance de discussion avec l'islam, au même titre que pour les autres cultes, catholique, protestant et israélite. Tentative aussi symbolique que vaine. Symbolique car elle signifiait la reconnaissance, parallèlement à la culture française, d'une autre culture sur le sol national : la culture musulmane, par nature opposée à la nôtre comme en a témoigné l'affaire du "foulard". Vaine, car le Coran ne reconnaît pas la séparation de l'Église et de l'État et donc l'autorité de ce dernier. En juxtaposant plusieurs peuples et plusieurs cultures, donc plusieurs nations, sur le même territoire, la société pluriculturelle conduit à l'éclatement de la nation. Ici : les membres du CORIF.

L'esprit de service public, qui animait les grands commis et les intendants qui ont fait la France, le sens de l'intérêt supérieur de la nation, cèdent la place à l'esprit partisan et à la défense des intérêts de clans.

La multiplication des affaires mettant en cause de nombreux hommes de l'appareil d'État témoigne de la déliquescence de l'esprit de service. On se sert sans retenue de l'État, puisque celui-ci ne sert plus la nation.

La rupture des traditions

Il n'y a pas d'identité sans mémoire et cette affirmation se vérifie tant au plan individuel que collectif.

L'identité nationale se nourrit des souvenirs et des références que le peuple français partage en commun, dans la continuité des générations qui ont occupé son territoire. Or la transmission de la mémoire collective de la nation est aujourd'hui interrompue.

D'abord, si la culture est la nature de l'homme, les transformations du substrat ethnique français consécutives à l'évolution des flux migratoires comportent nécessairement, à moyen terme, d'importantes modifications psychiques et culturelles.

L'immigration, en mettant en présence des populations dont la généalogie, l'histoire, la culture ou la religion diffèrent profondément, rend de plus en plus difficile la transmission d'un patrimoine culturel commun.

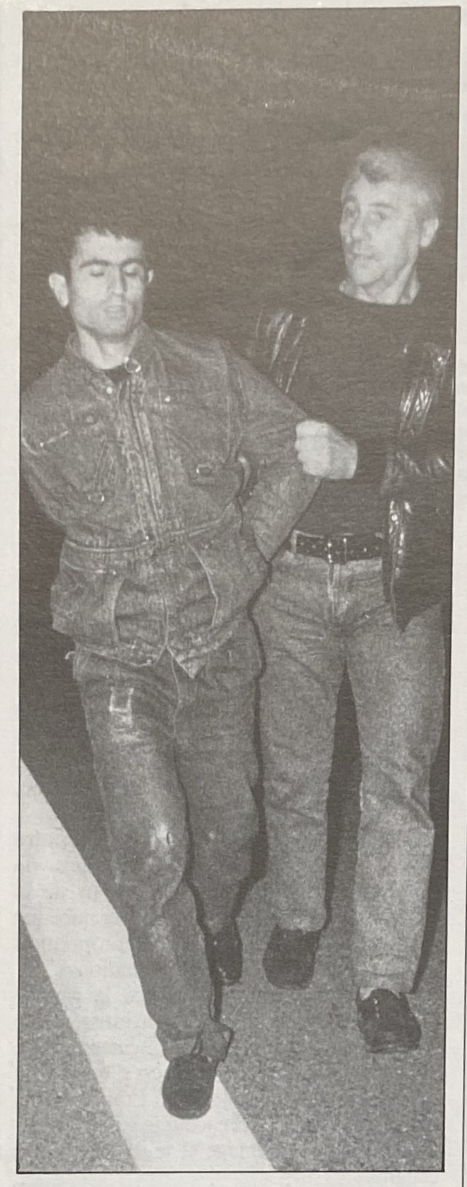
La société multiculturelle que l'établissement cosmopolite aspire à constituer débouche nécessairement sur l'amnésie programmée.

L'école a puissamment contribué, dans le passé, à constituer la mémoire collective des Français, soit qu'elle forgeât une vision commune de l'histoire nationale, soit qu'elle éradiquât impitoyablement les particularismes provinciaux. Or, depuis une trentaine d'années, l'école — et singulièrement celle que l'on qualifie de "publique" — a volontairement, inspirée d'abord par l'égalitarisme, ensuite par le cosmopolitisme, décidé d'interrompre cette mission de transmission culturelle.

La déstructuration de ce que l'on nommait l'enseignement des "humanités", le sabotage de disciplines comme l'histoire ou la géographie, la suppression de l'instruction morale civique, ont transformé l'école en un formidable instrument de déculturation. Chaque petit Français qui ne peut lui échapper devient un véritable "barbare de l'intérieur", étranger à sa propre culture, maîtrisant à grand peine la langue nationale, ignorant l'histoire et bien souvent la géographie du pays où il vit. La patrie de Jules Ferry, qui se proposait d'apporter au monde les lumières de l'instruction, enseigne désormais à l'université de Paris-VIII le "rap" et le "hip-hop"...

Ce processus de déculturation et de rupture de la tradition par l'école se trouve amplifié par les effets de l'ahurissement médiatique et publicitaire moderne.

Les jeunes enfants de l'ère de la télévision connaissent en effet mieux les *jingles* publicitaires que les comptines d'antan. L'établissement médiatique instaure impitoyablement ce que l'on appelle l'américanisation et qui débouche sur l'ordre mondial des mœurs : la culture réduite au plus petit dénominateur commun. L'ordre du jeans, du Coca, du Mac Do et de la musique standardisée qui évacue toute musique nationale du référentiel d'une jeunesse condamnée à ânonner des paroles dont elle ne comprend plus le sens.



L'immigration de peuples venus d'Afrique du Nord, d'Afrique noire et d'Asie a provoqué une rupture sans précédent dans les caractères ethniques de la population française, caractères qui avaient été définitivement arrêtés à l'époque des dernières grandes invasions. Pourtant certains, comme Bernard Stasi, y voient « *une chance pour la France* » et, alors que se multiplient les arrivées massives en provenance du tiers monde, la classe politique, RPR et UDF compris, entérine les accords de Schengen prévoyant l'ouverture des frontières. La désagrégation de la France, c'est aussi le métissage de sa population programmé par les tenants du melting-pot : un génocide en quelque sorte et, à terme, la fin d'une culture millénaire. Sur la photo : l'arrestation d'immigrés clandestins.

Les deux phénomènes marchent de concert : ainsi privée du cadre de référence que procurent normalement les traditions culturelles, la jeunesse se trouve disponible pour se soumettre à l'ordre mondial des mœurs, ordre qui repose précisément sur la destruction des identités.

Le désert culturel

« *L'histoire de France commence avec la langue française : la langue est le signe principal de la nationalité* » écrivait Michelet[9]. On ne s'étonnera donc pas que la décadence de l'identité française s'accompagne d'un appauvrissement continu de la langue nationale, dont les périodiques "rectifications de l'orthographe" constituent tout à la fois le signe et le moteur.

Quant aux inquiétudes de ceux qui, dans les années soixante, dénonçaient la progression du "franglais", elles semblent, avec le recul du temps, bien au-dessous de la réalité. La soumission à la domination de la langue anglaise — dans sa version américanisée — se généralise, comme l'attestent par exemple ces titres de films qu'on ne prend même plus la peine de traduire, quand le titre français n'apparaît pas en sous-titre !

Combien significative également l'implantation, en France justement, du premier Disneyland "européen". Tout se passe comme si l'anglais aspirait aujourd'hui à jouer le rôle de langue officielle du nouvel ordre cosmopolite pour finalement incarner le seul idiome vraiment légitime.

La France autrefois se caractérisait par une vie artistique et culturelle particulièrement riche. Elle qui incarnait le raffinement des arts et des lettres vit aujourd'hui dans un désert culturel marqué par une absence dramatique de création vraiment authentique. L'art national, enraciné dans le génie français, se trouve progressivement marginalisé au profit d'un art officiel déraciné et standardisé.

On a eu symboliquement recours à une cantatrice étrangère pour interpréter *la Marseillaise* lors des fêtes du bicentenaire de la Révolution française. N'était-ce pas là le signe même de la décadence d'un peuple devenu incapable de produire ses propres artistes ?

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur la part grandissante prise dans l'imaginaire publicitaire par la représentation d'hommes et de femmes de type africain ou oriental, même sans évoquer des publicités délibérément cosmopolites comme celles de Benetton. Comme si l'on ne pouvait plus désormais incarner les canons de la beauté autrement qu'en recourant à une figuration étrangère à notre espace culturel.

L'architecture des "grands travaux" du régime témoigne aussi d'un parti pris de rupture esthétique significatif. Des réalisations comme les colonnes de Buren, la Pyramide du Louvre ou la Grande Arche de La Défense, sans parler d'entreprises plus anciennes comme le centre Pompidou, se caractérisent par une architecture où la figuration humaine — qui constitue pourtant l'une des composantes essentielles de l'art européen — se trouve systématiquement supplantée par la promotion d'un géométrisme typiquement oriental.

Et, pendant ce temps, la mise en valeur et la protection du patrimoine architectural français restent très insuffisantes.

La mort de l'esprit français

L'"esprit français", c'est-à-dire la manière de percevoir le monde propre au peuple français, s'enorgueillissait de reposer tout à la fois sur l'esprit de géométrie et sur l'esprit de finesse, sur Descartes et Pascal et sur l'idéal de l'"honnête homme". Mais ce dernier se meurt, tué par les nuisances idéologiques, la déroute de l'enseignement et l'arrogance de la classe médiatique.

Les Français passaient pour des esprits libres et frondeurs. Aujourd'hui, l'établissement leur impose la loi du silence et la chape de plomb du conformisme. Le nouvel ordre moral ne cesse de réduire le domaine d'exercice de la liberté de pensée.

Voici maintenant le temps de la police de la pensée, de la censure et des tabous. De ce qu'aux États-unis on appelle déjà le respect du *political correctness* (ou P.C.) qui conduit à bannir du langage les expressions qui pourraient donner à penser que l'on est sexiste, raciste et intolérant à l'égard des autres. La "novlangue" d'Orwell s'impose progressivement : les aveugles deviennent des "handicapés visuels", comme les délinquants étrangers des "jeunes". Le peuple qui a érigé en système la perception cartésienne des choses n'a plus le droit de les appeler par leur nom ni de concevoir le monde tel qu'il est.

La tutelle exercée par les prétendues "autorités morales" ne cesse de s'étendre : elle bride la recherche scientifique, expurge les travaux universitaires, censure la presse, intimide les personnes.

On se moquait autrefois des Français pour leur propension à la discussion et leurs perpétuelles disputes. Aujourd'hui, ils se taisent parce qu'ils ont peur de ceux qui prétendent sanctionner leur comportement « *jusque dans ses formes les plus anodines* [10] ».

La montée en puissance de la classe médiatique a, dans notre pays comme ailleurs, tué l'esprit de finesse, le sens de la mesure et le bon goût, le "bon goût français" comme on disait naguère. L'âge de l'information médiatisée, prédigérée, massifiée et finalement déracinée — tant elle copie servilement les travers des *news* américains —, l'âge de la télévision ont ouvert la voie au déferlement du simplisme, du superficiel, de l'éphémère et de l'accessoire.

Que reste-t-il en effet de la douceur de vivre en France que naguère l'étranger nous enviait ? Que reste-t-il de la galanterie française ?

La France vit maintenant à l'heure de la "foule solitaire" et de l'indifférence à autrui. La télévision et le walkman sont les figures emblématiques de l'explosion de l'individualisme, libéré par l'effondrement des cadres communautaires traditionnels, au premier chef de la famille.

Quant à l'esprit de charité, à la véritable fraternité qui repose sur le souci du prochain, du voisin, ils n'ont plus cours.

Jamais on n'a tant parlé des droits de l'homme, de ceux des femmes et même de ceux des enfants, et, pourtant, jamais les individus ne se sont autant considérés mutuellement — comble de l'immoralité — comme des objets dont ils pourraient user et abuser selon leur bon plaisir.

La mort dans l'âme

L'âme de la France a été façonnée par le christianisme. D'ailleurs, en écho lointain à ce que fut la "fille aînée de l'Église", le candidat François Mitterrand ne faisait-il pas figurer sur ses affiches le clocher d'une église ? Mais, dans la France chrétienne, le trône restait séparé de l'autel ; conformément à sa civilisation européenne, la France n'a jamais vécu en régime théocratique et, d'une certaine manière, l'exigence laïque n'a fait que se placer dans cette continuité.

Mais, chrétienne et laïque, la France perd son âme.

Depuis que l'Église a abandonné, par opportunisme, son message transcendant au profit du militantisme social — sinon socialisant —, le catholicisme français glisse irrésistiblement du stade de la foi religieuse à celui d'un conformisme d'habitude privé de toute profondeur. Quant à la tradition laïque, elle cède constamment du terrain devant la poussée des deux autres religions du Livre : l'islam et le judaïsme. L'affaire du port du tchador à l'école — pourtant un haut lieu de la tradition laïque — illustre son reflux.



Pierre Joxe : il est l'auteur de la loi attribuant à l'Ile de beauté le statut de peuple corse. Il est vrai que certaines provinces de France furent à l'origine des ethnies et donc des peuples et cette reconnaissance pourrait alors n'apparaître que comme conforme à l'histoire et à la sociologie. Juridiquement, elle n'en crée pas moins un précédent grave. En laissant entendre qu'il pourrait exister un peuple corse à côté du peuple français, une nation corse parallèlement à la nation française, c'est la souveraineté de l'État que l'on remet en cause. Une remise en cause qui révèle l'ampleur de la désagrégation qui atteint la société française et menace l'unité de la nation. On est loin de la République une et indivisible si chère aux révolutionnaires.

La récente décision de favoriser la création de "carrés" musulmans dans l'espace hautement symbolique que sont les cimetières communaux destinés aux « *personnes de nationalité étrangère souhaitant que leurs défunts soient inhumés dans notre pays* [11] », exprime en termes presque physiques la dynamique de l'islam en France. Et quand le président de la République va rendre visite au grand rabbin de France pour lui donner « *l'assurance que la France n'avait pas la moindre intention de voir imposer des solutions qui soient contraires aux intérêts et à la sécurité de l'État d'Israël* [12] », on peut se demander ce qui subsiste encore de la laïcité républicaine.

La fierté, voire l'arrogance, nationale a caractérisé le peuple français dès qu'il eut conscience de lui-même. La France désormais semble vouloir s'abandonner. Aux dures nécessités de l'indépendance, elle préfère maintenant l'alignement.

Il apparaît extrêmement significatif et inquiétant que la plupart des bouleversements diplomatiques de ces dernières années s'accomplissent sans que notre pays assume véritablement le rôle qu'en d'autres temps il eût certainement joué ; la réunification de l'Allemagne, l'aventure de la guerre du Golfe, la dégradation des relations avec le monde arabe ou le retour en force de l'atlantisme, se réalisent sans et souvent contre la France.

L'établissement conduit avec une détermination tranquille notre pays hors de l'histoire, hors de son histoire. Son habileté se borne à découvrir sans cesse de nouveaux alibis moraux ou institutionnels à ses renoncements : les droits de l'homme, le droit international, les Nations unies, l'Europe, le droit d'ingérence, etc. La France n'invoque plus le droit pour faire valoir ses droits mais pour trouver mille et une bonnes raisons de confier aux autres son destin.

Soumise à une redoutable dynamique d'implosion qui brise les ressorts séculaires de son unité et de sa culture, oublieuse de son génie propre, la France fait désormais figure d'homme malade de l'Europe. ■

---

1. Émile Benveniste : *le Vocabulaire et les institutions indo-européennes*, éd. de Minuit, 1975, t. 1, p. 372.
2. Entretien avec Pierre-André Taguieff, *le Monde*, 10/04/91.
3. *La Lettre de Magazine-Hebdo*, 22/03/91.
4. *Le Figaro-Magazine*, 26/10/85.
5. 54 p. cent de propriétaires de leur logement en 1988, contre 42 p. cent en 1963 (cité par *le Monde* du 15/03/91).
6. Propos tenus par le préfet des Yvelines lors des violences de Sartrouville : *le Monde* du 28/03/91.
7. *Le Monde*, 17/06/86.
8. *L'Express*, 03/11/89.
9. Cité par *Présent* du 20/03/91.
10. Michel Rocard à propos du "racisme", in *le Bulletin quotidien* du 22/03/91.
11. *Le Monde*, 19/03/91.
12. *Le Monde*, 15/02/91.

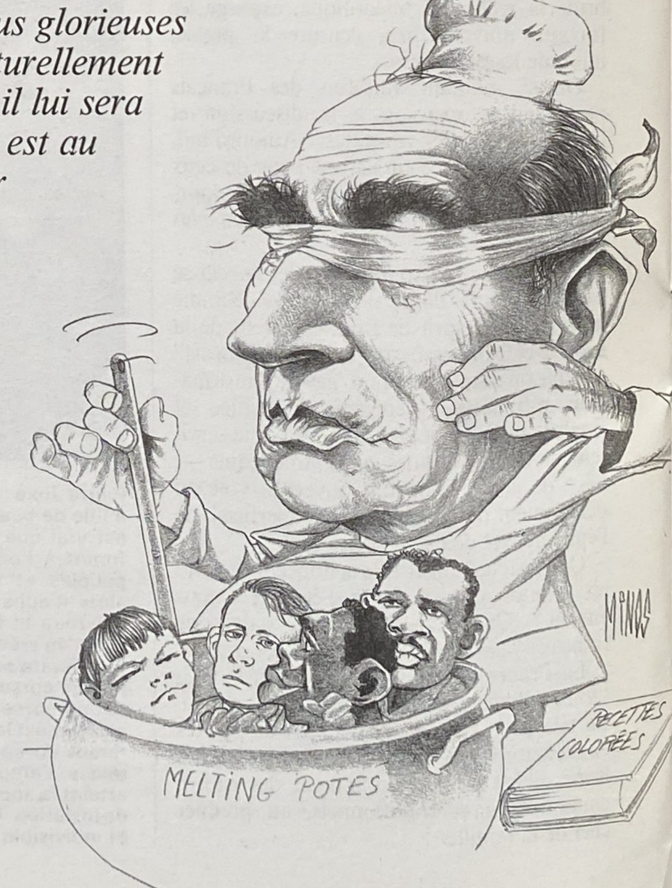
Préserver notre identité

par Jean-Yves Le Gallou

La France et les Français sont trahis — le mot n'est pas trop fort — par l'idéologie universaliste dominante et par la classe politique qui s'en recommande. C'est dire si la défense de l'identité française supposera qu'on procède d'abord à une remise en cause de l'hégémonie et des idéaux de l'établissement par une contre-révolution intellectuelle, politique et morale en quelque sorte, qui devra être une véritable "renaissance" au sens courant du terme. Car la France est dans une situation dramatique. Physiquement atteinte de dénatalité, elle aura besoin d'une profonde réforme nataliste. Ethniquement menacée par l'immigration (africaine et asiatique), il lui faudra programmer une vaste politique de retour. Moralement touchée par un dénigrement systématique de son passé, elle devra mettre un terme à l'auto-culpabilisation qui la frappe en valorisant son rôle civilisateur et son histoire dont les pages les plus glorieuses devront faire l'objet d'une véritable exaltation. Culturellement domestiquée et uniformisée par les lois du marché, il lui sera nécessaire de rappeler avec force que l'économique est au service du politique, et non l'inverse, et de restaurer l'État dans sa fonction souveraine de garant du destin national. L'individualisme et le matérialisme tant loués aujourd'hui devront être combattus parce qu'ils sont une régression et non un progrès. La tâche, on le voit, est immense.

Comment défendre et restaurer l'identité française ? La réponse est difficile car l'identité ne se décrète pas, elle s'affirme.

Aujourd'hui, tout semble fait pour étouffer notre identité. Qu'il s'agisse des hommes, de la mémoire, du territoire ou des paysages, de la langue ou de la culture, il est urgent de mettre un terme au processus d'aliénation et d'altération que subit notre pays.



François Mitterrand, président apôtre de la société plurielle : multiculturelle, multi-ethnique, multi-raciale. Cet inlassable porte-parole d'une *« France aux multiples visages »* aura marqué de son empreinte un décennat tout entier consacré, dans les faits, à l'abandon philosophique et politique de l'idée de nation au profit du concept de supranationalité. *« La première des libertés est celle de l'autre »* déclarait-il en ouverture de la ''Nuit de toutes les couleurs'' en juin 1986. *« Tout ce qui vient des autres est bénéfique »* récidivait-il en 1987 lors d'un colloque sur la question à la Sorbonne. De l'apologie de la non-identité nationale doit découler, à terme, la naissance d'une nouvelle identité : celle de citoyen du monde. En 1988, au Zénith, le candidat Mitterrand à l'élection présidentielle livre son manifeste à ses compatriotes : *« Nous Français, nous sommes un peu gaulois, un peu romains, un peu juifs, un peu portugais, un peu polonais et je me demande même si nous ne sommes pas déjà un peu arabes. »* Tout peuple dispose du droit sacré à la préservation de son identité et ce droit devrait être inscrit dans la Constitution, au même titre que le droit de propriété ou le droit d'association, afin qu'à l'avenir le respect du peuple s'impose à la classe politique.

La nationalité : une dignité héréditaire

Qui est français ? Qui peut le devenir ? Et comment ? Lancé dans les années quatre-vingt, le débat sur le code de la nationalité et sa réforme a tourné autour de ces questions.

La conception qui prévaut aujourd'hui dans les milieux de l'établissement politique dirigeant est fondée sur la résidence plutôt que la naissance, sur la commodité plutôt que sur l'héritage.

Une conception qui a été théorisée et ainsi formulée dans *le Monde* [1] par un philosophe "officiel", Alain Finkielkraut : « *La France est un pays dont les plus hautes valeurs sont proposées à l'adhésion consciente de ses habitants au lieu d'être enracinées dans leur inconscient collectif.* » On voit là se développer une conception de la nation purement idéologique. Il n'est plus question d'un héritage charnel — où le mot "nation" renvoie étymologiquement à *natio*, c'est-à-dire à "naissance", et le mot "patrie" à "terre des pères" —, mais de l'adhésion à un contrat idéologique. Une adhésion de surcroît unilatérale, dont l'idée de choix réciproque a disparu.

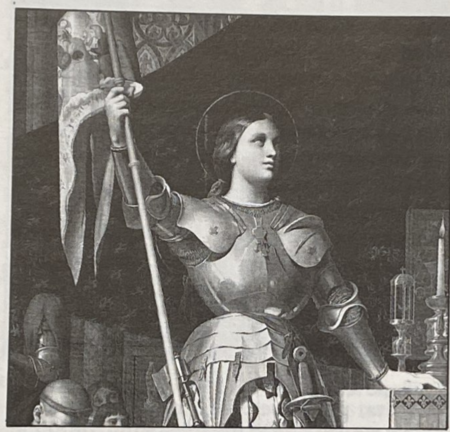
Cette conception a été développée et reprise par les membres de la Commission de la nationalité nommés par Jacques Chirac qui ont fini par proposer aux enfants d'immigrés d'exprimer à seize ans le choix de leur nationalité, choix se présentant sous la forme d'une fiche à remplir : "Je veux la nationalité française", "Je ne veux pas la nationalité française", "Rayer la mention inutile". C'est la conception administrative de la nationalité. La nationalité formulaire.

Notre conception de la nationalité est bien différente : elle met au premier plan l'héritage de la lignée, l'héritage du sang, l'héritage culturel, l'héritage de la mémoire.

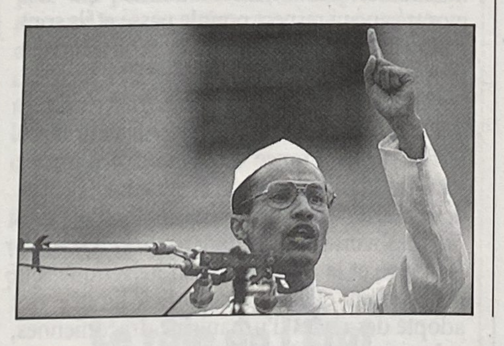
Cette conception, que nous avons héritée de l'histoire, est tirée de Renan. Encore faut-il lire ce dernier complètement et ne pas occulter l'essentiel de son message. Rappelons-nous : c'est en effet lors de la célèbre conférence "Qu'est-ce qu'une nation ? [2]" qu'il tint alors que la question d'Alsace-Lorraine était au cœur du débat politique entre la France et l'Allemagne, que Renan, face à l'historien allemand Treitschke qui faisait de la nationalité un pur produit du déterminisme racial et culturel, introduisit la notion de volonté. Il ne considérait toutefois pas cette notion comme un élément unique, coupé de toute réalité charnelle, mais comme un complément aux données culturelles, religieuses, raciales, historiques et linguistiques qui constituent le tissu du passé.

Relisons Renan : « *Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. [...] Le chant spartiate : "Nous sommes ce que vous fûtes, nous serons ce que vous êtes" est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie. [...] Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est [...] un plébiscite de tous les jours, comme l'existence d'un individu est une affirmation perpétuelle de vie.* »

Force des sentiments, legs du passé, référence au chant spartiate, on est bien loin, on le voit, chez Renan, de la conception d'une identité française ouverte aux quatre vents du monde. La France n'est pas un fourre-tout, mais une nation européenne qui a mêlé au cours de sa longue histoire les peuples et les cultures celtes, germaniques et gréco-latins, et ceux-là seuls.



Par son sacrifice, Jeanne d'Arc demeure l'exemple même de la résistance à l'étranger. Elle est le symbole de la volonté de vivre d'un peuple et d'une nation. A son propos, on évoquera ces paroles de Michelet : « *Souvenez-vous toujours, Français, que la patrie chez nous est née au cœur d'une femme, de sa tendresse et de ses larmes, du sang qu'elle a donné pour nous.* » Aujourd'hui, plus que jamais, le geste de la pucelle de Domrémy vient à l'esprit pour rappeler qu'il ne faut jamais désespérer de son pays. Chaque fois que l'identité française s'est trouvée menacée, des hommes et des femmes, depuis Vercingétorix, se sont dressés pour relever ces défis.



Au moment où en France il est tellement question d'intégration et que chaque jour voit s'ouvrir une mosquée ou une salle de prière, les déclarations du numéro deux du FIS algérien Ali Ben Hadj (ci-dessus) ont quelque peu refroidi l'angélique enthousiasme du personnel politique français : « *Nous attendons des musulmans d'origine algérienne vivant en France qu'ils affirment leur foi, qu'ils inculquent à leurs enfants l'islam authentique et qu'ils échappent à cette nationalité.* » Un nationalisme sourcilleux, une méfiance envers l'Occident laïc que l'on pourrait admettre si les intégristes algériens n'appelaient pas dans le même temps leurs partisans à se dresser contre la France. Abassi Madani, le chef du FIS, paraît plus cohérent quand il invite ses compatriotes à rejoindre l'Algérie « *afin d'en faire une oasis de prospérité comparable à la Californie* ». Quoi qu'il en soit, ces propos sont autant de camouflets pour ceux qui veulent obliger la France à intégrer plusieurs millions d'immigrés n'ayant en commun avec nous ni la langue, ni la culture, ni la religion. Et ils montrent que la double nationalité n'est qu'un leurre et à quel point le retour des immigrés dans leur pays s'impose.

Au cours d'un passé récent, notre pays a pu intégrer des immigrés venus de pays européens et généralement chrétiens : des Italiens, des Polonais, des Belges, puis, plus tard, des Espagnols et des Portugais, mais elle a échoué dans l'intégration des Maghrébins.

L'exemple du val de Seine en apporte la preuve. Dans les années soixante, les industries automobiles ont laissé ou fait venir des immigrés portugais, maghrébins et africains noirs qui étaient tous logés dans les mêmes HLM et travaillaient sur les mêmes chaînes de production. Trente ans plus tard, la majorité des immigrés noirs et maghrébins ainsi que leurs enfants restent concentrés dans les grands ensembles à problèmes pendant que la plupart des Portugais et de leurs descendants ont essaimé dans les villages périphériques où ils construisent de petites maisons individuelles avec la bénédiction de leur voisinage.

Le drame des harkis, de leurs enfants et petits-enfants confirme les difficultés d'intégration des Maghrébins. De la même façon, la constitution dans Paris de quartiers ethniques — chinois dans le XIIIe arrondissement, africain à Barbès — montre que le modèle français d'assimilation ne fonctionne plus quand il s'adresse à des hommes et à des femmes extra-européens.

La conclusion est claire : du point de vue de son identité, la France est peut-être encore en mesure d'accueillir en petit nombre des immigrés européens et chrétiens, mais elle ne peut nullement recevoir des immigrés non européens supplémentaires. Bien plus, si l'on veut sauvegarder l'identité française et éviter la constitution et l'enkystement d'enclaves étrangères sur notre sol, il ne faut pas se contenter d'un quota zéro d'immigration, mais définir des quotas de retour. De même, il faut réformer le code de la nationalité en se fondant sur un principe simple : être français, cela s'hérite ou se mérite. La nationalité française n'est pas un droit qui s'obtient sur simple demande, mais une dignité héréditaire.

Une telle affirmation signifie que l'accès à la nationalité française doit être strictement limité à deux cas. L'attribution de droit à la naissance pour qui naît de parents français : c'est le *jus sanguinis* ; l'acquisition par naturalisation pour les étrangers qui sollicitent la nationalité française et la méritent, c'est-à-dire pour ceux qui fournissent la preuve qu'ils sont assimilés et qu'ils apportent quelque chose de positif à la France. L'acquisition de la nationalité française par des étrangers ou par des enfants d'étrangers même nés sur le sol français ne doit jamais être considérée comme un droit mais comme une faveur, une distinction. La révision du code de la nationalité doit aussi porter sur la suppression

des cas de double nationalité. L'allégeance à la nation, qui peut aller jusqu'au sacrifice suprême, doit être une allégeance exclusive.

Enfin, si l'on veut remédier au vieillissement de la nation française, ce n'est pas en "important" des naissances de l'étranger qu'on y parviendra, mais en encourageant les Français à engendrer des enfants français en France. Une véritable politique de défense de l'identité nationale est inséparable d'une grande politique familiale.

La mémoire nationale

Les Français se voient aujourd'hui imposer, par l'intermédiaire de l'Éducation nationale et des grands médias, une histoire tronquée, mutilée, une histoire catastrophe.

Deux périodes occultent le temps : 1789-1794 et 1939-1945. Dans les deux cas, il s'agit de périodes de rupture et de déchirements internes, de périodes de conflit. Au cours de la première, la France fait la guerre au monde, au cours de la seconde, le monde est en guerre sur le territoire français.

La période 1939-1945 est en outre une période d'humiliation marquée par l'occupation de notre pays par une armée étrangère et par sa libération par d'autres armées étrangères. (Personne ne peut prétendre que la résistance, quel qu'ait été l'héroïsme de nombre de ses membres, aurait pu à elle seule libérer le territoire national.)

Cette histoire tronquée et mutilée fait aussi une large part à la culpabilisation de la France et des Français. Culpabilisation à propos de notre passé colonial d'un côté, à propos de la Seconde Guerre mondiale de l'autre. Comme si le bilan de la colonisation n'était pas largement positif pour les pays qui en ont bénéficié. Et comme si les Français devaient se voir imputer la co-responsabilité des crimes nazis.

Et d'ailleurs, quels que soient les mérites de l'auteur de *la Mémoire d'Abraham*, la mémoire de la France et des Français ne se confond pas avec celle de Marek Halter.

Plutôt que s'enfermer dans le souvenir des heures les plus sombres de son passé, la France doit retrouver le sens de son histoire toute entière, d'une histoire longue, d'une histoire glorieuse.

« *La France vient du fond des âges*, écrivait le général De Gaulle et « *nos pères sont entrés dans l'histoire avec le glaive de Brennus* ». Au lieu de se flageller, les Français doivent se réapproprier avec fierté les quatre mille ans de civilisation européenne qui les ont précédés, les quinze siècles de présence du christianisme en Occident dont ils ont écrit les pages les plus brillantes et les mille ans d'histoire de France.

Pour une architecture de l'éternité

L'identité de la France est faite aussi de paysages. Façonnés par des millénaires de présence humaine, certains d'entre eux sont en voie d'être détruits.

Ils sont en tout cas profondément bouleversés par le développement capitaliste et immobilier des dernières années qui n'a montré aucun respect pour le passé et ils sont menacés par l'existence d'une architecture en rupture avec les traditions.



Philippe le Bel (1268-1314). Il fut l'inspirateur de l'État moderne conçu comme une puissance souveraine et indépendante, ordonnateur et comptable du destin d'une nation. Aujourd'hui, l'État souverain s'est éparpillé dans de multiples tâches, au point de ne plus assurer convenablement ses véritables fonctions. Il en est résulté une crise grave de l'autorité de l'État dans les domaines essentiels qui constituent la base de l'unité d'une nation : sa justice, sa défense, sa sécurité, son enseignement. Aussi la sauvegarde de l'identité passe-t-elle aussi par une restauration de l'État souverain au détriment de l'État-providence pourvoyeur de tout et de n'importe quoi.

Cette altération des paysages français s'accompagne souvent d'une aliénation du territoire. La France est la réserve d'espace tempéré de l'Europe et, à ce titre, elle est devenue le débouché immobilier de ses proches voisins. D'autant que la Grande-Bretagne et la Confédération helvétique, qui ne disposent que d'une superficie limitée, ont adopté des règles d'urbanisme draconiennes, grâce auxquelles la première peut protéger ses côtes et la seconde ménager ses espaces verts et forestiers. Résultat : la France est livrée à une véritable colonisation immobilière [3].

Si l'on veut défendre l'identité des paysages français et protéger le capital foncier et esthétique accumulé par les générations qui nous ont précédés, il faut tirer toutes les conséquences de l'article L110 du code de l'urbanisme qui définit le territoire national comme le « *patrimoine de la nation* ».

Dans cette perspective, il faut procéder à une révision complète des procédures d'urbanisme permettant une meilleure protection des sites agricoles et forestiers de nos campagnes, du littoral de nos côtes et des monts et des vaux de nos montagnes.

Cette protection doit se faire par le haut, en assurant le retour de l'État éliminé par les lois de décentralisation, et par le bas, en soumettant les grands projets d'urbanisme à des référendums locaux.

Il faut aussi écarter des centres de décision les architectes responsables du désastre urbain des années soixante quatre-vingt et qui continuent d'imposer envers et contre tout la logique de Le Corbusier et de la Charte d'Athènes [4].

Il faut également privilégier partout où cela est possible les projets d'aménagement urbains fondés sur une "conception douce" de l'architecture [5]. C'est-à-dire une architecture qui retrouve les formes urbaines classiques, celles qui, de tout temps, ont constitué la ville traditionnelle composée de rues et de places. Une architecture qui intègre les constructions nouvelles à celles du passé et qui respecte les règles d'harmonie des formes, des volumes, des matériaux et des couleurs. Bref, une achitecture de l'éternité, non une architecture du provisoire.

Il faut enfin adopter pour la France l'équivalent de la loi Friedrich, loi suisse limitant strictement les acquisitions immobilières étrangères.

Libérer la culture

La cuistrerie des programmes scolaires, la prédominance des mathématiques et des disciplines quantitatives sur les humanités, la dictature du langage publicitaire, l'omniprésence de médias audiovisuels sous influence anglo-saxonne sont parvenues à rompre le lien culturel et linguistique qui unissait les générations.

Comme l'a exprimé avec talent mon collègue Philippe Colombani au Conseil régional d'Ile-de-France [6], notre culture nationale s'est inversée en son contraire : la culture mondiale de masse.

Schématiquement, cette culture se divise en trois grands secteurs normalisés.

Premier secteur : la culture de masse proprement dite, celle qui produit Batman, les tortues Ninja, etc.

Ensuite, la culture élitaire, souvent absconse et abstraite, tout aussi universaliste et dont la fonction est sociale et discriminatoire puisqu'elle substitue aux découpages naturels, ethniques et géographiques, une stratification culturelle verticale : en haut, les "gens cultivés", en bas, le "grand public". Les FRAC — Fonds régionaux d'action culturelle — illustrent bien notre propos. Sachant qu'ils sont financés par les conseils régionaux et les collectivités locales, on pourrait imaginer que leurs achats ne sont pas les mêmes en Bretagne et en Alsace, en Aquitaine et en Provence, en Ile-de-France et en Auvergne. Il en va tout autrement : il y a bien décentralisation des crédits, mais non décentralisation des choix. Ce sont au

contraire des modes centralisées qui imposent leur loi au détriment des artistes et des populations enracinées.

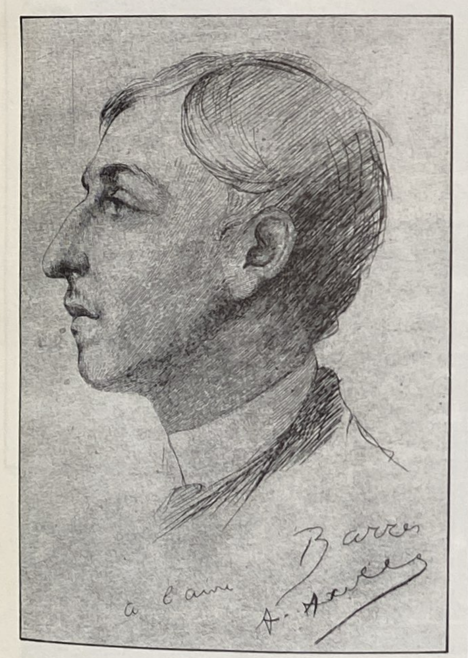
Et, enfin, une culture "muséable" qui codifie la tradition, rationalise la mémoire collective et gère le passé en vue de réduire toute culture nationale ou régionale à l'état de stock folklorique inoffensif participant du "patrimoine de l'humanité".

Dans les trois cas, c'est la notion de culture vivante et spécifique qui disparaît et donc, avec elle, la possibilité de donner une expression historique contemporaine à une forme culturelle éternelle.

Ce diagnostic une fois établi, il reste à définir les conditions dans lesquelles une renaissance artistique et culturelle pourrait avoir lieu.

Libérer la culture des conformismes, tel doit être le premier objectif. Cela signifie libérer le cinéma, le théâtre, la sculpture et la peinture des officines et des coteries qui les dirigent aujourd'hui. C'est à cette seule condition qu'un art enraciné pourra renaître.

Un art, pour être populaire, doit être enraciné. Il doit puiser son inspiration dans l'âme d'un peuple. Si l'art grec, l'art romain nous parlent encore aujourd'hui, c'est précisément parce qu'ils sont l'expression d'un peuple, d'une culture historique, non d'une époque. Or, comme le dit Jean Clair, l'un des conservateurs de Beaubourg, « *il existe un génie de l'art d'un peuple comme il existe un génie de sa langue. Il existe une palette française, basée sur un accord de bleu et de rouge, qui commence à Jean Fouquet et se continue jusqu'à Matisse* [...]. *Le projet d'un style international n'a jamais engendré que des théories grossières et des formes appauvries. Il a vidé l'art de sa passion et de son chant intérieur, qui étaient l'expression de son origine singulière*[7] ».



Maurice Barrès n'aura jamais été plus actuel qu'aujourd'hui, à l'heure où certains prônent l'avènement d'une France pluriculturelle et cosmopolite, conforme à leurs rêves universalistes. A ces théoriciens aux idées abstraites, il opposait la patrie charnelle de la terre et des morts, estimant au contraire que « *l'homme est l'addition de sa race* » et il eut cette formule : « *Le problème n'est point pour l'individu et pour la nation de se créer tels qu'ils voudraient être mais de se conserver tels que les siècles les prédestinèrent.* » Tel devrait être, en effet, le devoir impérieux de ceux qui auront pour mission de gouverner la France.



Le siège de la CEE à Bruxelles, l'un des hauts lieux de la tentaculaire eurocratie sécrétée par les institutions européennes. C'est de là que partent les décisions qui s'imposent aux nations dans le plus pur esprit technocratique et tendent à éradiquer les différences qui constituent la richesse de l'Europe. Au nom de l'efficacité administrative et d'une volonté unificatrice ayant pour objet de faire du continent à la fois un marché et la préfiguration de la société mondiale. Toute préservation de l'identité passe par la remise en cause des pouvoirs exorbitants concédés par les États-nations à l'eurocratie.

C'est dans l'héritage, dans le passé, ou, plus exactement, dans sa reproduction, dans sa transformation par le créateur que la véritable création artistique puise sa force. Qu'est-ce qu'une culture vivante sinon un héritage mille fois métamorphosé ?

Un art enraciné dans la cité et dans le peuple, tel est le critère de choix que doivent retenir les autorités politiques lorsqu'elles interviennent en matière culturelle.

S'il est vrai que l'État ne doit pas avoir le monopole de la culture, il ne doit pas pour autant se désintéresser d'elle. D'abord parce que l'histoire nous montre les mérites éminents de l'art officiel : le Louvre, le château de Versailles, les Invalides, le musée des Offices à Florence ou celui de l'Ermitage à Léningrad en sont des preuves illustres ; ensuite parce que l'art véhicule des valeurs et des normes esthétiques et éthiques et qu'un peuple qui se les verrait imposer par des lobbies ou des forces étrangères perdrait son identité. Lorsque la grande alternance jouera, elle devra aussi se manifester dans le domaine artistique ; d'une part en permettant aux multiples talents, aujourd'hui occultés parce que respectueux de nos racines, de se révéler ; d'autre part en donnant à l'identité française et à celle de nos multiples provinces les moyens d'affirmer leurs particularités face aux tenants du melting-pot mondial.

La défense de la langue et de la culture françaises requiert là aussi un retour aux traditions qui ont fait la grandeur de notre pays.

Le rôle de l'État

Pour opérer les changements radicaux qui s'imposent, il faut d'abord comprendre les raisons du déclin actuel.

Longtemps, l'État a fait la France. Aujourd'hui, l'État se défait et défait la France.

L'État se défait en effet quand il accepte de perdre le contrôle de zones entières du territoire national, comme c'est le cas dans les grands ensembles urbains ou encore la nuit dans les transports.

L'État défait la France quand son appareil financier ou politique sert à imposer des modes ou des mœurs qui lui sont étrangères.

C'est le cas aussi lorsque le jacobinisme culturel et artistique contraint, à partir de la place de Valois, les capitales régionales à adopter les mêmes œuvres d'art d'inspiration cosmopolite.

C'est encore le cas lorsque les prérogatives de la puissance publique et le privilège de l'expropriation sont utilisés pour permettre à la société Eurodisneyland de réaliser de substantielles opérations immobilières, tout en imposant un parc de loisirs d'inspiration culturelle et linguistique américaine.

C'est aussi le cas lorsque de grandes institutions financières d'État, comme la Caisse des dépôts et consignations, mettent l'argent des épargnants français au service d'un projet politique cosmopolite en subventionnant des associations comme SOS-Racisme, ou des formes de musique comme le "rap" ou le "raï" ou en accordant des taux bonifiés à l'Eurodisneyland.

Puisque l'État s'est défait ou défait la France, la conquête du pouvoir d'État apparaît prioritaire pour défendre l'identité nationale et démanteler les forces qui l'altèrent. C'est le sens du combat du Front national.

Pour y parvenir, il faut s'appuyer sur le peuple car, comme l'a dit Michelet dès 1846, « *en nationalité, c'est comme en géologie, la chaleur est en bas, descendez, vous trouverez qu'elle augmente ; aux couches inférieures, elle brûle* ». Face aux élites décadentes acquises au projet cosmopolite, il faut encourager l'expression des forces nationales latentes et rendre la parole au peuple. C'est en ce sens que le projet du Front national est populiste, car il veut s'appuyer sur le peuple pour défendre l'identité de la nation. ■

---

1. 29/10/1987.
2. *La Réforme intellectuelle et morale et autres écrits*, éd. Albatros, 1982, p. 101.
3. Philippe Simonnot, *Ne m'appelez plus France*, éd. Olivier Orban, 1991.
4. Voir *le Livre bleu, blanc, rouge* de Jean-Yves Le Gallou, aux Éditions nationales, 1991.
5. Selon l'expression de l'architecte François Spoerry, auteur de *l'Architecture douce*, éd. Robert Laffont, 1991.
6. 23 janvier 1991.
7. *Considérations sur l'état des Beaux-Arts*, éd. Gallimard, coll. Essais, 1983.

Le Pen : une pensée

par Jean Madiran

Les éditions de Présent viennent de publier un ouvrage intitulé : "Le Pen 90. Analyses et Propositions". Pour en savoir plus, nous avons interrogé son éditeur, Jean Madiran, directeur du quotidien "Présent".

▶ *Jean Madiran, pourquoi ce livre : "Le Pen 90. Analyses et propositions"* [1] *?*

■ Pour faire connaître la pensée de Le Pen, bien sûr...

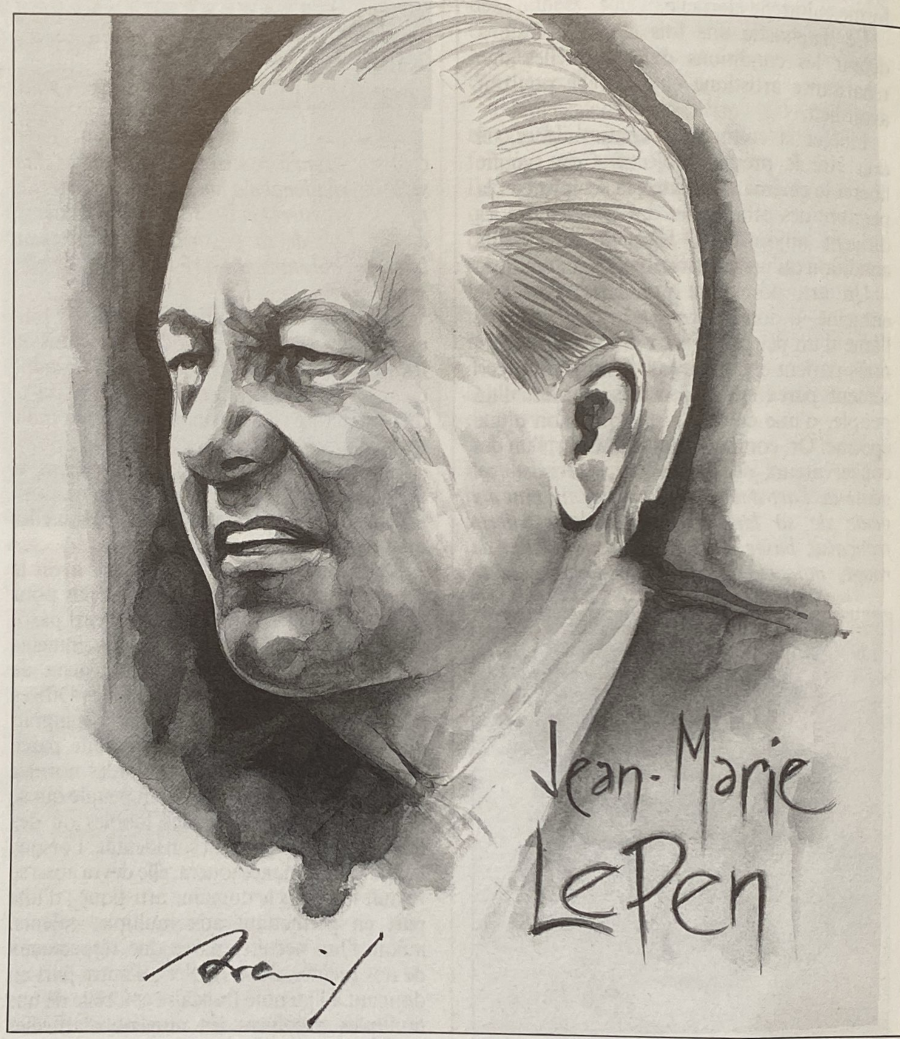
▶ *Mais ne trouvez-vous pas qu'il s'en charge lui-même et que le Front national s'y emploie par tous les moyens qui sont ceux de la propagande ?*

■ Le but de ce livre est plus précis. Il a pour origine une constatation : les grands discours politiques de Jean-Marie Le Pen constituent son principal moyen d'expression, en tout cas le plus complet. Une à deux heures d'exposé, c'est beaucoup plus qu'un article ou une interview occupant moins d'une demi-page d'un journal, très rarement un peu plus. Un discours de Le Pen, c'est de trois à six pages pleines, aucun journal ne s'y risque, qu'il soit quotidien ou hebdomadaire.

Une pensée politique dense et vivante

▶ *Cependant, "Présent" le fait ?*

■ Justement : *Présent* s'est mis à reproduire intégralement les plus grands discours de Le Pen (comme celui du Premier Mai ou celui des BBR) en constatant que, sans cela, c'étaient des discours "perdus". Je veux dire que ceux qui assistent au meeting ou à la réunion n'en gardent dans leur mémoire, forcément, qu'un souvenir global qui va s'estompant, et deux ou trois formules qui elles aussi s'effacent peu à peu. Et ceux qui n'assistaient pas au discours n'en ont qu'un compte rendu extrêmement fragmentaire, et même dérisoire et trompeur, dans les médias officiels. En donnant des reproductions intégrales, *Présent* a violé un principe du journalisme que je tiens pour un faux principe : ne pas reproduire intégralement une déclaration ou un communiqué. *Le Monde* ne reproduit en entier que quelques interventions du président de la République et, par une tradition héritée du *Temps*, les discours de réception à l'Académie française. Le principe, la règle, c'est la paraphrase résumée, avec quelques membres de phrase cités entre guillemets. On gagne ainsi de la place ? On se conforme surtout à une routine : l'AFP le fait systématiquement, même pour des communiqués très courts. On peut le faire honnêtement ; ou maladroitement ; ou malhonnêtement. Mais, de toute façon, un résumé n'est qu'un résumé. Une momification.

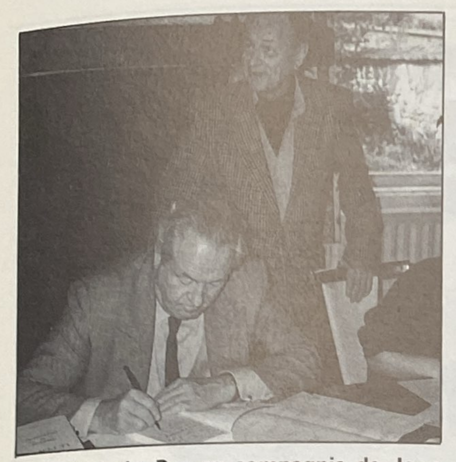


▶ *On est bien obligé de faire des résumés...*

■ Sans doute, et du bachotage pour passer le bac. Mais il est bon de savoir aussi ce que l'on y perd. Avec Le Pen, on y perd l'essentiel, le mouvement vivant de sa pensée politique. Ce qui d'ailleurs arrange ses ennemis, ils ont intérêt à le présenter comme un tribun, un agitateur, un démagogue (etc.), n'ayant aucune idée digne d'être examinée et discutée. C'est pourquoi, a contrario, j'ai intitulé le livre : *Analyses et Propositions.* La meilleure, peut-être la seule manière de mettre en relief la densité vivante des analyses et des propositions politiques de Le Pen, c'est de présenter ses discours en version intégrale.

▶ *C'est Le Pen qui vous a demandé de faire ce livre ?*

■ Non point. C'est moi qui suis allé lui en parler : je ne pouvais pas m'en dispenser puisque cela le concernait. Je lui ai indiqué l'intention générale de mon projet. Nous en avons discuté. Il avait là-dessus des idées un peu différentes des miennes. Comme vous le savez, je ne suis pas membre du Front national, le quotidien *Présent* n'est pas un journal du Front. J'ai rappelé plusieurs fois sa position : « *Le soutien que* Présent *apporte à*



Jean-Marie Le Pen en compagnie de Jean Madiran, gérant de Difralivre, initiateur de la parution aux éditions de Présent du recueil *Le Pen 90. Analyses et propositions*, écrivain, directeur à la fois de la revue *Itinéraires* et du journal *Présent*. A Jean Madiran qui déclare : *« L'homme de la seconde moitié du XXe siècle, voyageur sans bagages, n'est plus qu'un barbare somnambule et mathématicien, insouciant de ce qu'il fut, ignorant de ce qu'il est, possédé par les rêveries vainement prospectives que se fabrique une société sans remords »*, Jean-Marie Le Pen répond en écho : *« Aujourd'hui, nous vivons une crise de civilisation avec [...] la corruption des pouvoirs, la dissolution des mœurs, la préférence donnée au matériel sur le spirituel. Aujourd'hui, les cavaliers de l'Apocalypse s'appellent l'immigration-invasion, l'assassinat de la nature et de la vie, la ruine économique et sociale, la perte de la sécurité et la mort des libertés politiques. »*

l'action de Jean-Marie Le Pen est certes un soutien entier, car on ne soutient pas à moitié en politique, on soutient ou on ne soutient pas ; mais ce soutien est entièrement politique ; entièrement gratuit ; entièrement indépendant ; entièrement libre. » Donc, je lui ai dit que ce livre était *mon* livre, que c'était *mon* idée, que c'était *mon* choix, que d'ailleurs ça n'empêchait aucune autre publication plus complète ou plus courte, ou différemment conçue ; ou officielle. Le Pen m'a finalement dit : carte blanche, faites comme vous voulez.

▶ *Vous aviez en effet besoin de son autorisation pour publier en volume les textes de ses discours ?*

■ Eh bien non. Je voulais seulement le prévenir, c'est bien normal ; et, d'autre part, je n'aurais évidemment pas fait ce livre s'il m'avait dit que quelque raison politique ou personnelle grave s'y opposait. Je n'ai aucune intention, bien entendu, de lui faire un embarras ou un affront. Mais ces discours de Le Pen sont des actes publics : leur reproduction est donc libre, c'est bien ainsi que Le Pen lui-même l'entend, et je l'ai précisé en tête du volume, à la page 6.

Maîtrise de la langue et sincérité absolue

▶ *Vous attachez donc, du point de vue de l'action politique, une importance particulière aux discours de meeting que prononce Jean-Marie Le Pen ?*

■ Oui, c'est une expérience que nous avons faite d'abord par le journal. Quand on procure à quelqu'un qui ne connaît Le Pen que par ouï-dire, de seconde main, la possibilité de lire d'un bout à l'autre l'un de ses discours, il découvre un personnage qu'il n'attendait pas. Il s'en tenait en général à la rumeur médiatique, il imaginait un tribun orchestrant les pulsions et passions populaires, il ne s'attendait pas à ce qu'il trouve : des analyses véritables de la situation, de véritables propositions, bref une pensée politique, et d'un niveau carrément supérieur à celui du discours ordinaire de la plupart des leaders de la nomenklatura politico-médiatique.

▶ *A la lecture, le style de ces discours ne risque-t-il pas de paraître un peu trop oratoire, un peu trop "parlé" ?*

■ C'est extrêmement rare. Car Le Pen est très maître de sa langue, et son style d'orateur, si "oral" soit-il, est en même temps très proche d'un style écrit. D'autre part, il est important de faire remarquer au public que ces grands discours sont *improvisés* ; improvisés quant à l'expression : ils ne sont pas *lus*. Le Pen parle sans notes. Or, pour parler sans notes pendant une heure ou deux, il faut deux choses : une pensée structurée, une sincérité absolue. On ne peut parler sans notes, avec chaleur, avec lyrisme, avec des trouvailles oratoires pendant une heure ou deux de temps que si l'on parle selon sa conviction. Il faut que le discours soit conduit à la fois par une conviction ardente et par une pensée structurée pour pouvoir se prolonger avec autant de vie et de vigueur. Mais *verba volant*, les discours s'envolent. Ceux de Le Pen méritent de ne pas s'envoler, d'autant plus que c'est là qu'il est le plus lui-même, je veux dire que c'est là qu'il s'exprime le plus complètement. Il faut donc les "recueillir", ce volume est un premier recueil. Il est fait pour permettre une lecture (et une relecture) attentive et paisible. Et puis, voyez-vous, quel que soit le poids (terrible) de l'audiovisuel, je crois, je veux, j'espère que le livre demeure un instrument indispensable du mouvement des idées. ■

---

1. *Le Pen 90. Analyses et propositions* : un volume de 168 pages, 84 F. Éditions de Présent ; diffusion : Difralivre, boîte postale 13, 78580 Maule ; tél. : (1) 30 90 72 89.



A propos de l'Assemblée nationale, Jean-Marie Le Pen déclarait dans son discours du 1er Mai 1990 : *« Nous dénonçons depuis longtemps le fait que notre système politique est celui d'un totalitarisme sournois, que les institutions démocratiques chargées d'assurer le contrôle du peuple sur le pouvoir ne fonctionnent plus. Personne n'y croit plus. Même les députés, puisqu'ils ont avoué eux-mêmes qu'ils consacraient les quatre cinquièmes de leur temps à ce qu'ils appellent le "travail sur le terrain". Le "travail sur le terrain", pour un député, cela consiste à serrer les mains de ses électeurs, c'est-à-dire à faire sa campagne. Or la fonction d'un député, c'est de faire des lois à l'Assemblée nationale, et non pas de préparer sa réélection. »* Barrès et Maurras dénoncèrent le "parlementarisme", De Gaulle la "politique des partis", ces deux dévoiements de la démocratie. Aujourd'hui, le "totalitarisme" n'est pas autre chose que la confiscation du pouvoir par l'établissement. C'est contre cette tyrannie que Jean-Marie Le Pen s'élève au nom du peuple désormais muselé.

Charles Péguy ou la préférence française

par Jacques Robichez



Poète de l'enracinement et chantre de la « patrie charnelle », Péguy se méfie des faiseurs de mots. Ceux-là même dont il écrivait : *« Un mot n'est pas le même dans un écrivain et dans un autre. L'un se l'arrache du ventre. L'autre le tire de la poche de son pardessus. »* Il mettra ses actes en accord avec sa philosophie en tombant, foudroyé par une balle allemande, durant l'offensive de la Marne en 1914. Ici : Péguy, assis à droite, aux manœuvres de 1913 avec le 76e R.I.

« Ô cœur laissé pour compte... »

Péguy, né à Orléans le 7 janvier 1873, n'a pas connu son père, mort quelques mois après sa naissance. Élevé par sa mère et sa grand-mère, femmes du peuple, honnêtes, laborieuses, rudes, il souffrira toute sa vie d'une frustration sentimentale qu'aucune tendresse ne consolera. L'amour s'est présenté à lui en dehors de son foyer. Il l'a repoussé. Son œuvre la plus intimement révélatrice, publiée longtemps après sa mort, les *Quatrains*, évoque fugitivement ce sacrifice :

Le jeune homme bonheur / Voulait danser / Mais le jeune homme honneur / Voulut passer [1].

Il ne cessera jamais d'obéir à cette exigence de l'honneur.

L'honneur du travail, d'abord : écolier irréprochable à Orléans, à Lakanal, à Louis-le-Grand, il est reçu à l'École normale en 1894. Il abandonne la carrière universitaire et fonde, en 1900, les *Cahiers de la quinzaine*. Éditeur scrupuleusement attentif à tous les aspects techniques du métier, il est aussi le principal auteur des *Cahiers*. Sans défaillir, il mène cette entreprise, lourde et parfois accablante, jusqu'à la guerre.

Honneur aussi dans la fidélité à des convictions fondamentales. Car, s'il milite avec les socialistes en 1900, si, dix ans plus tard, il est ouvertement catholique, c'est sans le moindre reniement. Mais autour de lui, à côté de lui, les hommes ont changé, les idéals se sont dégradés. Par un approfondissement plutôt que par une conversion, l'auteur de la *Jeanne d'Arc* socialiste de 1897, des cahiers socialistes de 1900 et 1901, est devenu celui des trois *Mystères*, des *Tapisseries* et d'*Ève*, celui de *Notre jeunesse*, de *Victor-Marie, comte Hugo*, d'*Un nouveau théologien* et de *l'Argent*, chefs-d'œuvre, en poésie ou en prose, des quatre dernières années de sa vie.

Après quoi, ce "cœur laissé pour compte" va cesser de battre. Il n'aspire plus à aucune affection humaine. Il est tout entier donné à l'honneur du dévouement militaire. Le 5 septembre 1914, le poète est tué d'une balle au front sur le champ de bataille de la Marne.



Humanitariste fervent au temps de sa jeunesse, Péguy s'enrôle dans les rangs dreyfusards. Il y devient même un intime de Jaurès. C'est l'époque où il appelle de ses vœux une « *République socialiste universelle* » contre ce qu'il nomme le « *mal universel* ». Pourtant, lassé des outrances anticléricales et antimilitaristes de ses amis, il finira par se lancer dans la "mystique de la patrie".

Un seul Péguy

La critique de droite distingue deux Péguy : le vrai, celui de quarante ans, chrétien et nationaliste, et l'autre, le Péguy aberrant, négligeable, le Péguy de vingt ans, socialiste et anticlérical. La critique de gauche suit, à rebours, exactement la même méthode.

Au contraire, si l'on met une égale bonne volonté à tout lire, si on se laisse séduire par la puissante personnalité de l'écrivain, si on écoute son accent inimitable, on sera sensible à l'unité et à la cohérence d'un seul Péguy.

Socialisme

Observons-le dans les dernières années du XIXe siècle : ses articles de *la Revue socialiste* (1897), de *la Revue blanche* (1899), sa *Jeanne d'Arc* (1897), son *Marcel, premier dialogue de la cité harmonieuse* (1898), ses combats en faveur de Dreyfus. Cette activité politique se ramène à la volonté d'affranchir la société de la toute-puissance de l'argent, au refus de toute exclusion et, en particulier, à la négation passionnée d'une damnation éternelle :

Ô, s'il faut, pour sauver de la flamme éternelle / Le corps des morts damnés s'affolant de souffrance, / Abandonner mon corps à la flamme éternelle, / Mon Dieu, donnez mon corps à la flamme éternelle [2].

Cette prière-blasphème de la Jeanne de 1897 sera conservée intégralement dans le *Mystère* de 1910.

Quant à la haine de la bourgeoisie, quant à la malédiction de l'argent « *antéchrist et maître partout présent du monde moderne* », jamais elles ne se sont exprimées avec plus de violence que dans la *Note conjointe sur M. Descartes*, dernier texte rédigé par Péguy.

En vingt ans, il n'a pas changé, il est resté attaché à un idéal, ce qu'il nomme une "mystique". Ses anciens amis, socialistes et dreyfusards, sont passés de cette mystique à une "politique". Cela suffirait pour qu'il n'ait plus rien de commun avec eux. Mais il y a plus. Ce ne sont pas seulement des étrangers, ce sont des ennemis. Le crime de Jaurès, selon Péguy, c'est de jouer un double jeu. Qu'il renonce à toute mystique, soit ! Mais, en réalité, il ose déguiser en mystique une activité politique souterraine, « *jouer le temporel avec les puissants de ce monde et en même temps faire apppel à la mystique et à l'argent des pauvres gens, puiser toujours dans le cœur et dans la bourse des pauvres gens* [3] ». La colère de Péguy, ses injures forcenées sont celles d'une âme pure, immuablement fidèle, en face d'une universelle duperie.

Prier sans pratiquer

Comment situer Péguy par rapport à l'Église, à son dogme, à sa morale, à ses rites ? Ici surtout, il est tentant d'opposer entre eux plusieurs Péguy. Il y a d'abord un très bon élève du catéchisme, qui n'oubliera jamais quelques définitions, quelques scènes de l'Histoire sainte, Ancien et plus encore Nouveau Testament, et qui ne transgressera jamais non plus la morale élémentaire enseignée là, semblable d'ailleurs chez l'instituteur et chez le curé.

Mais rapidement Péguy s'éloigne. En khâgne, à l'École normale, il est "antitala" militant. En 1897, il se marie : belle-famille maniaque de l'anticléricalisme, mariage civil, les trois enfants du couple ne sont pas baptisés. Péguy semble bien, et pour toujours, en dehors de l'Église. Elle est compromise à ses yeux par ses relations avec la droite. Entre le travail et le capital, elle a choisi le côté des nantis ; le "ralliement" de 1892 n'est qu'un leurre. Autre grief : dans l'affaire Dreyfus, les catholiques, du moins la plupart d'entre eux, ont pris parti pour l'armée contre Dreyfus. Et puis, ce qui pour Péguy est le plus impardonnable, le catholicisme est une religion de la souffrance acceptée, recherchée ici-bas et même promise dans l'au-delà au pécheur non repentant. Le 7e cahier de la première série fait un écho violent à la prière de Jeanne d'Arc citée plus haut : « *Nous n'admettons pas qu'il y ait une seule exception, que l'on ferme la porte au nez à personne* [...]. *Jamais nous ne consentirons à un exil prolongé de quelque misérable. A plus forte raison ne consentirons-nous pas à un exil éternel en bloc* [4] ».

Ce refus, au centre de la position antichrétienne de Péguy, comporte une irréductible contradiction, qui l'amènera, huit ans plus tard, à se proclamer chrétien. Il a cent raisons pour se sentir mal à l'aise dans le camp de ses alliés anticléricaux. Que réclame-t-il en effet : liberté de penser, rejet de l'oppression cléricale, jamais de porte fermée au nez de qui que ce soit. Combes et Jaurès disent la même chose, mais font tout le contraire. Ils substituent une oppression à une autre, verrouillent toutes les portes devant les fonctionnaires et les officiers qui commettent le crime d'aller à la messe, instaurent un cléricalisme républicain qui a même ses rites et ses cérémonies. Régime ignoble et grotesque, évidemment insupportable à un homme qui a fondé sa vie sur l'honneur. Les étoiles éteintes dans le ciel, exploit dont s'est flatté Viviani, la religion arrachée du cœur des pauvres gens, c'est, contre la *métaphysique* chrétienne, une opération *métaphysique* dont Péguy a horreur. Il admet qu'on se "désabonne" du *Credo*, mais non pas pour souscrire un autre abonnement « *à l'insipide revue que le monde moderne édite et joue pour l'embêtement de l'humanité* [5] ». Deux ans plus tard, il aura retrouvé la foi.

La foi, mais non la pratique. Il ne sera jamais marié à l'église et ses enfants ne seront pas baptisés de son vivant. Privé des sacrements, il lui reste la prière. Les *Mystères* et les *Tapisseries* sont des prières, parmi les plus belles de notre littérature. Les trois *Mystères* avant tout : celui de *la Charité de Jeanne d'Arc* (1910), du *Porche de la deuxième vertu* (1911), des *Saints Innocents* (1912). Et ce dernier est par excellence le poème de la prière. On y voit l'escadre des *Pater* et des *Ave* voguant vers Dieu, le *Notre Père*, en tête, les mots inventés par le Christ lui-même, et Dieu regarde s'approcher ce vaisseau de haut bord :

"Notre père qui êtes aux cieux". Évidemment, quand un homme a commencé comme ça. / Quand il m'a dit ces trois ou quatre mots. / Quand il a commencé par faire marcher devant lui ces trois ou quatre mots. / Après il peut continuer, il peut me dire ce qu'il voudra. / Vous comprenez, moi, je suis désarmé. / Et mon fils le savait bien. / Qui a tant aimé ces hommes [6].

Avec une extraordinaire intensité, le poète se sent protégé par cet amour et cette paternité. Peu de chrétiens pratiquants sont pénétrés comme lui, qui n'entend jamais la messe, qui ne communie jamais, de la réalité de l'Incarnation, soit qu'il la vénère dans le souvenir de la nuit de Noël, ou bien qu'il l'éprouve dans son efficacité intemporelle. Parce que Dieu s'est fait homme, une alliance a été conclue entre le ciel et la terre, la grâce et la nature, le surnaturel et le charnel. Et cette alliance, selon Péguy (pas très en règle avec l'orthodoxie), élève le second à la dignité du premier. A la même essence ? Absurdité ! protestent les théologiens. Mais Péguy ne craint pas la théologie et, pour tout dire, il l'ignore :

Et l'arbre de la grâce et l'arbre de nature / Ont lié leurs deux troncs de nœuds si solennels, / Ils ont tant confondu leurs destins fraternels / Que c'est la même essence et la même stature [7].

La créature touchant ainsi de si près au Créateur, le règne de la crainte et du châtiment fait place à celui de l'espérance que chantent le second et le troisième *Mystère* dans les plus belles pages que le poète ait écrites. L'espérance selon lui serait absurde sans l'alliance scellée par l'Incarnation : en créant l'homme et en l'aimant, Dieu s'est mis dans la situation de tout amour, il dépend de ce qu'il aime. A l'homme accablé de péchés, il reste le regret, la pénitence. A Dieu — comme l'enseignent les paraboles de la brebis perdue, de l'enfant prodigue — il reste l'attente de cette pénitence, c'est-à-dire une sorte d'espérance :

[...] *l'attente de cette pénitence, / L'attente anxieuse, l'espérance de cette pénitence / A fait jouer l'espérance au cœur de Dieu* [...] */ Singulier renversement, singulier retournement, c'est le monde à l'envers. / Vertu de l'espérance. / Tous les sentiments que nous avons pour Dieu, / C'est Dieu qui a commencé de les avoir pour nous* [8].

Premier cahier — du 5 janvier 1906

CHARLES PÉGUY

Cahiers de la Quinzaine

PRIX DE CE CAHIER : UN FRANC CINQUANTE

En 1906, Charles Péguy écrit dans les *Cahiers de la quinzaine* : « *Le débat n'est pas entre une ancienne France qui finirait en 1789 et une nouvelle France qui commencerait en 1789. Le débat est beaucoup plus profond. Il est entre toute l'ancienne France ensemble* [...], *païenne et chrétienne, traditionnelle et révolutionnaire, monarchiste, royaliste et républicaine, et d'autre part, et en face, et au contraire, une certaine domination primaire, qui n'est pas la République, qui se dit la République, qui parasite la République, qui est le plus dangereux ennemi de la République, qui est proprement la domination du parti intellectuel.* »

Ce "singulier retournement" réconcilie le Péguy révolté de 1900, il lui rend la paix intérieure, il inverse, contre toute logique, la marche de l'univers, l'ordre des valeurs païennes. C'est le "monde à l'envers", le monde chrétien.

« Je suis bon Français, dit Dieu... »

"Monde chrétien", c'est-à-dire "monde français", car, pour Péguy, c'est la même chose. En train de paradoxes, il ne s'arrêtera plus. Puisque l'essence du charnel est la même que celle du surnaturel, puisque Dieu s'est mis dans la servitude de l'homme, puisque, selon l'Évangile, il se réjouit davantage pour un pécheur qui fait pénitence que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'en ont pas besoin, pourquoi hésiterait-il à choisir dans sa création un jardin de prédilection, le pays de Loire, ou de Meuse, un jardinier, le Français, pécheur comme les autres et plus que les autres peut-être, mais plus prompt, plus familier avec l'espérance ? Et, en effet, Dieu n'hésite pas :

C'est embêtant, dit Dieu. Quand il n'y aura plus ces Français, / Il y a des choses que je fais, il n'y aura plus personne pour les comprendre. / Peuple, les peuples de la terre te disent léger / Parce que tu es un peuple prompt. / Les peuples pharisiens te disent léger / Parce que tu es un peuple vite. / Tu es arrivé avant que les autres soient partis. / Mais moi, je t'ai pesé, dit Dieu, et je ne t'ai point trouvé léger. / Ô peuple inventeur de la cathédrale, je ne t'ai point trouvé léger en foi. / Ô peuple inventeur de la croisade, je ne t'ai point trouvé léger en charité. / Quant à l'espérance, il vaut mieux ne pas en parler, il n'y en a que pour eux. / Tels sont nos Français, dit Dieu. Ils ne sont pas sans défauts. Il s'en faut. Ils ont même beaucoup de défauts. / Ils ont plus de défauts que les autres. / Mais avec tous leurs défauts, je les aime encore mieux que tous les autres avec censément moins de défauts. / Je les aime comme ils sont. Il n'y a que moi, dit Dieu, qui suis sans défauts. Mon fils et moi [9].

Aujourd'hui, après quatre-vingts ans, faut-il sourire de cette exaltation patriotique ? Ce serait oublier, sous la démesure des propos, l'engagement militaire de Péguy et la sanction de sa mort glorieuse. On admire plutôt cette génération, qui se préparait au même sacrifice, qui ne trouvait pas ridicule la préférence supposée de Dieu et qui allait, quatre ans plus tard, lui attribuer la victoire. A présent, non seulement des évêques (à qui je préfère l'hérétique Péguy) la condamneraient si elle osait encore s'exprimer, mais quand cette préférence est celle d'un Français pour la France, elle tombe sous le coup de la loi. Péguy est infiniment loin de nous. Nous devons le redécouvrir. La renaissance nationale ne se fera pas sans lui et beaucoup de ses phrases redeviendront d'actualité. Certaines sont déjà d'actualité. Celles-ci, par exemple :

« *Quand donc l'État lui-même fera-t-il son métier, qui est déjà si vaste, et si difficile, et si lourd pour les sociétés modernes, et dont il s'acquitte si mal, et s'en tiendra-t-il rigoureusement, honnêtement, aux limites et aux conditions de son métier ?* [10] » ;

ou bien :

« *Rien n'est comparable, comme fini d'exécution, à certains boycottages organisés dans le monde moderne contre le citoyen qui ne veut pas marcher droit* [11] » ;

ou encore :

« *Le héros, le vrai héros, doit puiser dans la force de sa race comme dans une source inépuisable. Il n'a qu'à se baisser pour en prendre. Et il y puise inépuisablement une force inépuisable de joie* [12] ». ■

NB. Les *Œuvres poétiques* sont accessibles dans la Bibliothèque de la Pléiade (références, ci-dessous : *Oe. po.*). Les *Œuvres en prose* se trouvent aussi dans la Bibliothèque de la Pléiade ; l'édition originale comportait deux volumes : I. 1898-1908 ; II. 1909-1914 ; une nouvelle édition est en cours qui comprendra trois volumes ; les deux premiers : 1897-1905 et 1905-1909 ont paru en 1987 et 1988 (nos références renvoient à la date des *Cahiers*).

1. *Oe. po.*, 1375.
2. *Oe. po.*, 36.
3. 12-VII-1910.
4. 15-IV-1900.
5. 4-XI-1906.
6. *Oe. po.*, 698.
7. *Oe. po.*, 1039.
8. *Oe. po.*, 608-609.
9. *Oe. po.*, 739.
10. 2-XII-1906.
11. 4-XI-1906.
12. 6-X-1907.

Le réveil de la Russie

par Simon Denissov*



On savait que le communisme était une machine à broyer les peuples et les esprits et l'on pensait qu'après soixante-dix ans de marxisme, c'en serait fini de l'âme russe. Pourtant, il a suffi que le couvercle du totalitarisme s'entrouvre sur la marmite des peuples pour que ceux-ci se réveillent. Ainsi, en Russie, le sentiment religieux et le nationalisme n'ont jamais été aussi forts. La Pologne, une fois levée la chape de plomb qui l'étouffait, préfère retourner à ses racines catholiques plutôt que de sacrifier, comme certains l'auraient souhaité, au culte du libéralisme. Quant aux pays Baltes, sentant que l'étreinte moscovite se relâchait, ils n'ont eu de cesse de faire reconnaître l'intégrité de leurs frontières historiques. Chassez le peuple, il revient au galop. (Ici : l'église de la Résurrection, à Saint-Pétersbourg).

Le communisme se meurt en Russie, comme d'ailleurs dans le reste du monde, même si des éléments durs du Parti font tout aujourd'hui pour conserver le pouvoir. Son projet universaliste de créer un homme nouveau sans identité ni racines nationales a échoué. Malgré un demi-siècle de l'expérience sociale la plus dévastatrice et la plus monstrueuse que l'on puisse concevoir, et à laquelle bien des Occidentaux apportèrent leur concours, expérience au cours de laquelle tout fut entrepris pour anéantir le peuple russe, son élite, sa culture, sa religion, ce pays renaît de ses cendres, démontrant avec éclat que les identités nationales sont plus fortes que tous les principes universels auxquels adhèrent la plupart des responsables politiques européens. Des "responsables" qui, en dépit de tous les goulags, continuent de rêver d'une humanité sans frontières ni patries.

> *Le mal surgit toujours dans le monde sous le masque du bien.*
>
> Dostoïevski

Deux événements survenus simultanément — d'un côté la plus grande crise politique et économique qu'ait jamais connue l'Union soviétique, crise certes quelque peu embellie par ce mot de "perestroïka" qui fit florès en Occident, et, de l'autre, l'effondrement des régimes communistes dans les pays d'Europe de l'Est — ont appris au monde entier que l'expérience sociale commencée en 1917, et sans précédent dans l'histoire, avait pris fin.

S'étant proclamé seule doctrine infaillible, le marxisme — ou plus exactement son avatar le plus logique, le marxisme-léninisme — avait besoin, comme toute science prétendant à l'exactitude, de se livrer à une expérience. Et ce fut la Russie qui, par la volonté du destin et de l'histoire, fut l'objet et la victime de cette expérience.

Le peuple russe colonisé

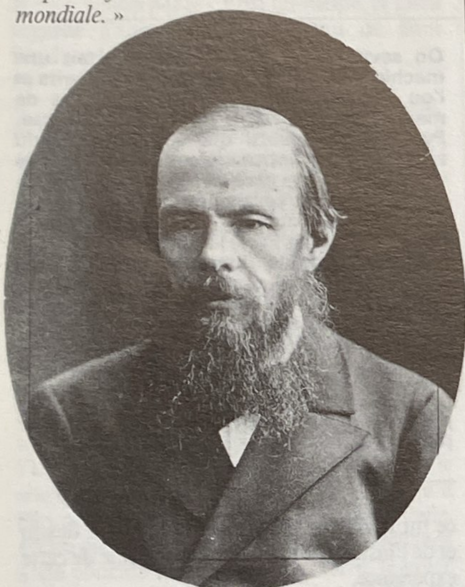
La question se pose toutefois de savoir comment ce pays, méprisé entre tous par les auteurs classiques du communisme "scientifique" en raison de son "obscurantisme séculaire", a pu devenir ce champ d'expérience sur lequel ils firent abondamment lever la semence mortelle de leurs idées.

Pour surprenant que cela paraisse, c'est Tchékhov qui, en affirmant que le socialisme n'est qu'une forme particulière d'excitation, nous fournit un premier élément de réponse.

Excitées en effet par les guerres contre les Allemands et par les luttes antinationales que les socialistes internationalistes menaient alors contre l'État, les masses que la misère avait contraintes de quitter les campagnes pour se réfugier dans les grandes villes accordèrent aisément leur confiance aux bolcheviks. Comment en aurait-il été autrement, alors que ces derniers leur promettaient la paix immédiate, ainsi que tout ce qu'elles pourraient désirer dans l'avenir, et procédaient hâtivement à une "redistribution" des terres en leur faveur ? Le slogan léniniste "Pillez les pilleurs !", qui a perdu l'élégance latine de celui de Marx ("Expropriez les expropriateurs !"), devint très vite un puissant catalyseur pour ces populations appauvries.

Celles-ci ne pouvaient cependant deviner que pas plus le rétablissement de la paix en Russie que l'amélioration du sort de leur pays n'entraient dans le plan des expérimentateurs. En témoigne G. Solomon, un ami proche de

la famille Oulianov qui exerça d'ailleurs une grande influence sur le jeune Lénine. Dans son livre, *Lénine et sa famille*, qu'il publia en russe à Paris, il rapporte qu'en réponse à un interlocuteur qui émettait des doutes quant à la possibilité d'instituer sur le champ le socialisme en Russie, Lénine avait déclaré d'un ton tranchant : « *La Russie sera désormais le premier État à avoir réussi à mettre en place un régime socialiste* » avant d'ajouter : « *Ce n'est pas l'affaire de la seule Russie. Je lui crache dessus, Messieurs. C'est seulement une étape à franchir en vue de la révolution mondiale.* »



Dans une lettre adressée au futur tsar Alexandre III lors de la parution des *Démons*, Dostoïevski écrivait :« *Nous avons oublié que toutes les grandes nations ont manifesté leurs immenses forces précisément parce qu'elles étaient si "orgueilleuses" d'elles-mêmes, et qu'elles ont servi le monde, qu'elles lui ont apporté chacune ne serait-ce qu'un rayon de lumière, précisément parce qu'elles restaient fièrement, inébranlablement, et toujours avec orgueil, elles-mêmes.* » La Russie renaissante vient de prouver qu'elle avait entendu le message du plus grand de ses prophètes.

Le choix d'une telle expression : « *je crache sur la Russie* » ne doit pas apparaître comme fortuit. En feuilletant les écrits de Lénine, on trouve en effet de nombreux témoignages, à des époques différentes de sa vie, du mépris qu'il éprouvait à l'égard du peuple russe.

Aux yeux de Lénine, comme à ceux de ses camarades et de ses continuateurs, la Russie n'a jamais représenté qu'une étape sur le chemin qui mène à la "République soviétique socialiste mondiale". La méfiance du leader révolutionnaire et de ses collaborateurs envers les Russes s'est d'ailleurs manifestée dès les premiers jours qui ont suivi le coup d'État d'Octobre. Ainsi, dans son entourage, où les internationalistes de tout poil étaient solidement implantés, la garde et ses organes de répression étaient presque exclusivement composés de Lettons. Au sein de la redoutable "tchéka" elle-même, les Russes étaient minoritaires. Quant à l'ossature de l'Armée rouge, elle était constituée de "combattants internationalistes" (selon le jargon bolchevique), c'est-à-dire de plus de trois cent mille prisonniers militaires originaires des pays alliés de l'Allemagne, donc tous étrangers.

« *Le trait dominant de la révolution d'Octobre,* souligne l'écrivain et philosophe Alexandre Zinoviev, *a été la colonisation dont ont été victimes la Russie et le peuple russe. Les bolcheviks redoutaient les masses misérables du peuple russe, aussi ont-ils trouvé plus commode de s'appuyer sur les minorités déracinées pour asseoir leur domination.* »

La liquidation du passé

En réalité, au-delà de la peur, le vrai mobile de Lénine et des siens était d'un tout autre ordre. Ils considéraient en effet que, tant qu'elle ne serait pas totalement liquidée, la conscience nationale russe constituerait un obstacle à l'établissement du "bonheur" universel. Et pour atteindre le but fixé, c'est-à-dire le "bonheur" de l'humanité toute entière — et les bolcheviks n'en concevaient aucun qui lui fût supérieur —, il fallait impérativement créer un "homme nouveau". Cet "homme nouveau" dont, en leur temps, les révolutionnaires français avaient eux aussi rêvé.

Conformément à la doctrine marxiste-léniniste qui prône la création d'un monde nouveau fondé sur la destruction, la liquidation et l'oubli de tout passé (n'est-ce pas ce que chante encore aujourd'hui *l'Internationale* ?), les bolcheviks des premiers jours de la révolution procédèrent à la liquidation physique des représentants de l'ancienne société. « *La bourgeoisie fait exécuter certains révolutionnaires, mais nous, nous liquidons des classes entières* », déclarait le commissaire du conseil révolutionnaire de Petrograd, Grégoire Zinoviev [1].

Les premières victimes de cette entreprise furent les derniers membres des classes aristocratiques. La plupart d'entre eux participèrent à la guerre civile contre les bolcheviks mais, confiants dans la parole de ces derniers qui leur avaient promis l'amnistie, ils ne songèrent pas à s'exiler lorsque finit la guerre civile en Crimée et c'est par centaines de milliers qu'ils furent fusillés. Quant à ceux qui combattirent au sein de l'Armée rouge, ils ne connurent pas un sort meilleur puisqu'ils furent massivement liquidés dans les camps de concentration apparus tout de suite après la révolution d'Octobre et que dirigeait le bolchevik Frenkel.

De tous ces hommes qui, il faut le rappeler, constituaient le fleuron de la haute culture authentiquement russe, nous ne mentionnerons pour mémoire que le grand poète Nicolas Goumilev qui fut fusillé alors même qu'il n'avait pas pris parti dans la guerre civile.

La paysannerie exterminée

Autre cible privilégiée des bolcheviks : les paysans [2]. Ainsi Trotski, assisté de Sverdlov — un ex-contrebandier entré au parti bolchevique quelques mois seulement avant la révolution d'Octobre et qui devint ensuite le premier président de la République soviétique —, fut l'initiateur et l'organisateur de la liquidation des cosaques, c'est-à-dire de ces paysans libres qui étaient porteurs de la culture populaire russe et qui avaient défendu la patrie aux moments cruciaux de son histoire. Il se mit alors en place un processus permanent d'extermination de cette paysannerie qui, selon Lénine et Staline, incarnait la



Comme la France républicaine s'est forgée à Valmy, c'est durant la bataille de Moscou que le sentiment national russe a trouvé son expression la plus éclatante. Si, dans le spectacle de Moscou en flammes, l'Empereur pressent sa défaite prochaine, les Russes puisent au contraire le courage de se battre. Comme toujours, l'union sacrée se fait devant l'agresseur et la Russie, une fois de plus, relève fièrement la tête. Aujourd'hui, le monde, surpris, découvre que ce peuple que l'on croyait définitivement réduit au silence n'a rien perdu de sa vitalité. Ici : un épisode de la retraite de Russie (J.-F. Boissard de Boisdenier, musée des Beaux-Arts, Rouen).



Boris Eltsine ou la résurgence du sentiment communautaire. Apparatchik actif du temps de sa jeunesse, il découvre vite l'inanité du système marxiste. Et il n'oublie pas qu'il est russe. Il fait même de cette appartenance un véritable étendard. Son but : casser l'influence du Parti : « *Faites de la politique si vous voulez, mais en dehors des heures de bureau !* » Gorbatchev veut-il maintenir les pays Baltes sous la coupe de l'URSS au nom de l'internationalisme de classe ? Eltsine n'a de cesse de reconnaître ces jeunes républiques et va même jusqu'à leur offrir des relations économiques privilégiées. Une attitude qui ne plaît évidemment pas aux ''autorités morales'' occidentales. Ainsi, lors d'une visite au parlement européen à Strasbourg, Boris Eltsine est pris à parti par Jean-Pierre Cot, le président socialiste de cette assemblée : « *Autant Gorbatchev est un démocrate, autant vous êtes suspect, M. Eltsine, d'être un populiste démagogue.* » Le ''populiste démagogue'' ayant été élu, avec un score écrasant, président de la République de Russie, il faudra réviser certains jugements. Ici : Boris Eltsine célébrant la pâque russe à Moscou.

culture et la philosophie les plus réactionnaires et les plus obscurantistes qui soient — un ordre fondé sur les intérêts particuliers. Une telle culture et une telle philosophie risquaient évidemment de faire obstacle à la création de l'"homme nouveau" et par conséquent à la construction d'un monde nouveau.

Le grand "humaniste" Maxime Gorki, ayant appris alors qu'il se trouvait à Berlin qu'une famine organisée, inspirée par le mot d'ordre bolchevique « *Pillez les pilleurs !* », sévissait en Russie, déclara à ce propos : « *Je pense que, de ces trente-cinq millions d'affamés, la plupart mourront — les "attardés", les idiots, les lourdauds de la campagne russe [...] — et qu'ils seront remplacés par les nouvelles tribus alphabétisées, intelligentes et éveillées.* » Il faut reconnaître que, au moins dans sa première moitié, la prophétie de Gorki s'est réalisée : la famine a causé la mort de plus de cinq millions de personnes entre 1921 et 1925 ; ajoutons à ce chiffre les pertes dues à la guerre civile que l'on peut évaluer à dix millions de personnes et nous obtenons le bilan des premières expériences réalisées en vue d'instaurer dans un seul pays le règne du socialisme.

La destruction de la paysannerie russe se poursuivit jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale : quelque dix millions de paysans furent supprimés pendant la collectivisation. Aucun pays au monde n'avait encore vu son propre peuple subir un pareil génocide. Un génocide dont la conséquence fut la quasi-disparition d'une culture russe originale fondée sur les principes d'orthodoxie chrétienne et d'entraide. Gorki, le grand ami des intellectuels français, faisait une analyse différente de la situation : « *La violence des formes qu'a prises la révolution,* disait-il, *s'explique par la violence du peuple russe.* »

L'Église persécutée

La guerre civile une fois terminée, commencèrent les persécutions à l'encontre de l'Église russe qui constituait depuis toujours le fondement de la conscience nationale. Des centaines de milliers de prêtres, dont le patriarche Tykon, furent envoyés dans les "goulags" et éliminés. La politique culturelle athéiste prévoyait à terme de ramener le nombre des croyants à 2,5 p. cent de la population ; seule la guerre a empêché la réalisation de ce plan diabolique. Des années durant, la lutte contre l'église russe a été menée par Iaroslavsky (de son vrai nom Goubelman), devenu après le coup d'État l'un des membres les plus influents du commissariat à l'Éducation, chargé plus particulièrement de la lutte contre la religion et de la propagation de l'athéisme. C'est lui qui, avec Kaganovitch, ordonna la destruction des cathédrales russes. Rien qu'à Moscou, plus de quatre cents églises disparurent ainsi, dont trente à l'intérieur du Kremlin [3]. L'une des plus grandes cathédrales chrétiennes du monde, celle du Christ sauveur, qui avait été édifiée avec les deniers du peuple, fut ainsi détruite : à sa place, on construisit une piscine... Quant à la basilique Saint-Basile, dont Moscou s'enorgueillissait à juste titre, elle échappa elle-même de justesse à la destruction.

Rappelons pour mémoire ce décret du 30 juin 1918 émis par le Conseil des commissaires du peuple qui prévoyait que quiconque utiliserait les cloches de tocsin serait considéré comme contre-révolutionnaire. Avec ce décret disparaissait l'un des symboles culturels et populaires les plus chers au cœur des Russes car, de tout temps, le chant des cloches avait rythmé la vie spirituelle, culturelle et écologique du peuple, dans les villes comme dans les campagnes. Le silence culturel de la Russie a commencé avec le silence des cloches.

Le commissariat à l'Éducation nationale, très actif dans la lutte contre l'Église, exigeait que les enfants fassent connaître à l'école la position de leurs parents à l'égard de l'Église et de la foi. La dénonciation devint ainsi une norme de vie. L'un des nouveaux saints adorés par les enfants soviétiques, Pavlik Morozov, était vénéré pour avoir dénoncé son père et ses frères. Le portrait de ce garçon qui, selon la version du GPU, aurait été tué par les koulaks figurait dans toutes les écoles et bientôt il n'y eut plus une ville en Union soviétique dont une rue n'ait été baptisée de son nom [4].

Les fondateurs du communisme prirent ainsi la place des saints interdits dans la conscience des jeunes Soviétiques et l'athéisme devint la "religion" officielle de l'État soviétique. D'ailleurs, comme leurs précurseurs français de 1789, les bolcheviks n'hésitèrent pas à utiliser les attributs de la religion. C'est ainsi qu'à la Sainte Trinité se substitua la trinité marxiste : dictature du prolétariat, athéisme et internationalisme prolétarien. La dictature du prolétariat représentait la domination de l'État ; l'athéisme celle des consciences, avec pour objectif la liquidation de la morale (« *sans Dieu, tout est permis* » disait Dostoïevski) car les bolcheviks avaient besoin d'hommes sans morale ; enfin, l'internationalisme devait symboliser le pouvoir total sur le monde, but ultime et principal de l'entreprise.

L'élite assassinée

Le coup le plus dur asséné au fonds génétique, culturel et intellectuel du pays fut l'expulsion de savants, d'intellectuels et d'artistes de renommée mondiale : plus de trois cent mille d'entre eux ont dû quitter l'Union soviétique depuis sa création. Il faut rappeler à ce propos que, contrairement à ce que

prétendent les colporteurs des mythes bolcheviques relayés par les intellectuels occidentaux, selon lesquels la Russie pré-révolutionnaire aurait été un pays obscurantiste, de grands succès avaient été remportés dans le domaine de l'éducation populaire au cours des années qui ont précédé la révolution. Ainsi, à partir de 1908, plus de dix mille écoles et une nouvelle université bénéficiant du statut d'autonomie voyaient le jour chaque année. La Russie se plaçait devant tous les autres pays européens quant au nombre de lycées pour filles et d'écoles d'enseignement supérieur pour les femmes [5]. Du reste, de cette réussite de la Russie d'avant la révolution en matière d'éducation populaire témoigne l'importante contribution de l'immigration russe à la culture américaine et européenne. Des savants, tel l'inventeur de l'hélicoptère Sikorsky, des artistes comme le chanteur Chaliapine, Serge de Diaghilev, le créateur du ballet moderne, le compositeur Serge Rachmaninoff, la ballerine Anna Pavlova, le prix Nobel de littérature Ivan Bounine, le philosophe Nicolas Berdiaev, bref, une authentique élite allait transmettre au monde une part du patrimoine russe.

A l'intérieur toutefois, la "terreur rouge" qui s'abattit sur les classes cultivées devait laisser le pays exsangue : furent liquidés physiquement 6 600 professeurs de lycée et d'université, 9 000 médecins, 355 250 intellectuels (écrivains, ingénieurs, etc.) [6].

Autre domaine que les "pères spirituels" de la Révolution soumirent à la censure la plus sévère : l'histoire. Les œuvres des grands historiens et philosophes russes furent interdites : ce n'est que récemment que les travaux historiques de Karamzine, Soloviev et Klioutchevski ont pu être éditées. Même les œuvres du jeune Marx étaient interdites au public, tout comme certains écrits de Vladimir Ilitch Oulianov. Au cours des vingt années qui suivirent la révolution, l'histoire en tant que discipline disparut complètement de l'enseignement scolaire. Telle qu'elle fut enseignée par la suite et qu'elle se présente encore aujourd'hui dans les manuels scolaires, elle n'est plus que le récit de la lutte des classes de Spartacus à Lénine. Le peuple s'est vu ainsi privé de sa mémoire, une mémoire qui constituait le fondement de la conscience nationale. Le mot "intelligentsia" lui-même, qui était apparu en Russie, devint un terme injurieux, ne s'utilisant plus qu'accompagné des épithètes "bourgeoise" et "pourrie".

Une conscience nationale indestructible

Voici donc les étapes successives de l'expérience que menèrent les socialistes russes, ces hommes que Dostoïevski, dont l'œuvre était elle aussi en partie interdite, a nommés les "démons" [7]. (Notons au passage que Trotski trouvait flatteuse cette appellation...)

Le but essentiel que, de tout temps, ces démons ont poursuivi était la décomposition et la démoralisation de la société et des principes qui la régissent. Ces "cosmopolites humanitaristes" qu'étaient les bolcheviks ont réussi à anéantir la culture russe : ils ont exterminé l'élite intellectuelle de la nation et, ce faisant, sont parvenus à affaiblir le fonds génétique russe.

Leur plan a cependant échoué sur un point : ils n'ont pu en effet créer cet "homme nouveau" supranational, ce rouage essentiel de la machine destinée à œuvrer à la création de l'empire mondial du "bonheur universel".



La légende veut que le peuple soviétique se soit levé en masse contre la menace fasciste, que des millions d'hommes se soient mobilisés pour défendre les idéaux socialistes. La réalité est tout autre. En paysan géorgien rusé, Joseph Staline savait que, pour susciter la résistance à l'ennemi, il fallait en appeler à la Grande Russie, évoquer l'âme des pères qui défirent les chevaliers teutoniques, eux aussi envahisseurs germains. La manœuvre réussit au-delà de toute espérance. On vit ouvriers et paysans, bolcheviks et Russes blancs communier dans la même ferveur : celle de la patrie retrouvée, d'une patrie dont aucun étranger ne pouvait fouler le sol impunément. Une fois la victoire assurée, Staline, on le sait, eut tôt fait de changer de discours. Néanmoins, le "tsar rouge" venait de démontrer, en quelque sorte malgré lui, que l'amour de la patrie, la fierté et la dignité nationales sont des ressorts infiniment plus puissants que tous les slogans idéologiques.

A la place de cet homme nouveau, c'est l'*homo sovieticus* qui est apparu, celui-là même dont les membres de la nomenklatura sont l'incarnation la plus significative. Mais, même chez cet *homo sovieticus* — qui devait être un homme sans passé, vierge en quelque sorte de toute marque nationale tant intellectuelle que physique —, les constructeurs de la société nouvelle n'ont pas réussi à tuer l'âme et l'esprit national russes. Cette âme et cet esprit ne sont-ils pas en effet en train de renaître sur le fumier de la perestroïka, cette nouvelle expérience tentée par la nomenklatura en vue cette fois de créer un "socialisme à visage humain" ?

Ce qui permet aujourd'hui de regarder l'avenir avec optimisme, ce sont justement les lueurs de la renaissance nationale qui semblent venir dissiper l'obscurité de ces jours sombres. Car la majorité du peuple russe, pour avoir été l'objet et la victime de la plus grande "expérience sociale" jamais pratiquée, a pris conscience de la véracité de ces paroles de Dostoïevski : *« Une humanité sans nationalités serait une abstraction morte. »*

De ce réveil de la conscience nationale, qui se manifeste aujourd'hui dans la lutte du peuple russe pour la souveraineté de la Russie, témoigne d'ailleurs le regain d'intérêt de la population pour l'histoire de son pays, pour cette littérature auparavant interdite et surtout pour la philosophie religieuse russe. Sur ce dernier point, la renaissance du sentiment religieux, qu'il faut interpréter non seulement comme un retour à la morale chrétienne, mais aussi, au-delà, comme un retour au sacré, est le symbole éclatant du réveil de la Russie, tout particulièrement parmi la jeunesse.

Ce réveil, enfin, sonne la restauration de la paysannerie russe libre fondée sur le rétablissement du droit à la propriété de la terre. *« Sans propriété, il n'est pas de dignité »*, écrivait encore Dostoïevski qui avait parfaitement compris le caractère primordial et nécessaire de ce droit.

Fort de sa dignité retrouvée, le peuple russe reprendra, pensons-nous, sa place dans la famille des peuples chrétiens d'Europe. ■

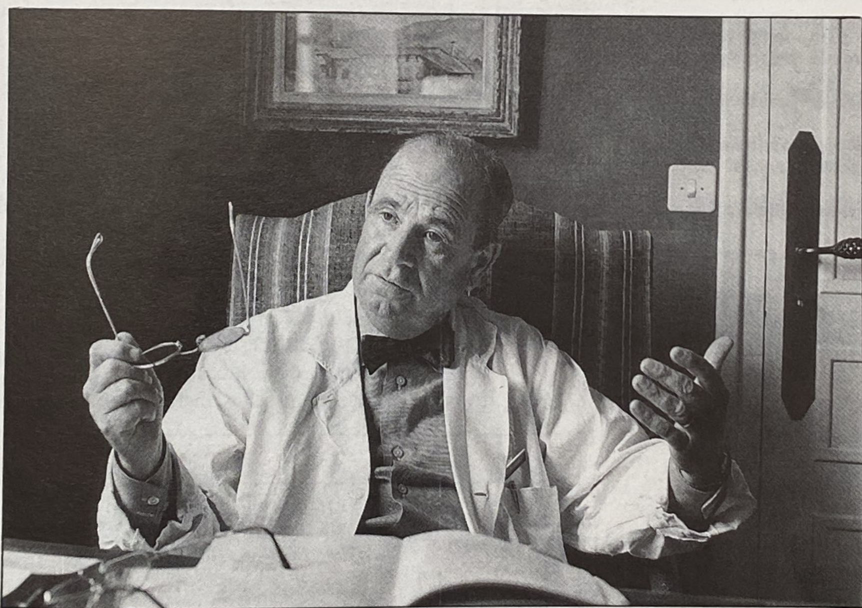
* Professeur de civilisation russe.

1. Ne pas confondre Grégoire Zinoviev, de son vrai nom Grigori Ievseïevitch Apfelbaum, avec Alexandre Zinoviev, déjà cité.
2. En russe, paysan se dit *krestianin*.
3. Les pierres de ces églises, ainsi d'ailleurs que les pierres tombales des citoyens éminents, furent utilisées lors de la construction des célèbres stations du métro de Moscou.
4. Ce culte monstrueux survit encore sous certaines formes : ainsi on peut voir de jeunes couples aller s'incliner pieusement le jour de leur mariage devant les "saintes reliques" de Lénine.
5. Voir à ce sujet la revue *Moskva*, 1990, n 11, p. 165.
6. Voir le livre de l'historien russe émigré S.P. Melgounov : *la Terreur rouge*.
7. *Les Démons* (*Biessy*) est le titre du grand roman de Dostoïevski, parfois intitulé *les Possédés*.

La psychanalyse : mort d'une superstition ?

Je crois qu'à l'avenir les hommes se retournant sur le passé verront dans notre époque une ère de superstitions, essentiellement associée aux noms de Karl Marx et de Sigmund Freud. »

Selon le prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek, ces deux derniers furent les pères d'une nouvelle scolastique qui devait emprisonner la pensée contemporaine. Certes, il y a désormais quelques lustres que Marx et le marxisme sont morts, mais qu'en est-il de Freud et du freudisme ?



Créateur du service de neuropsychiatrie infantile de l'hôpital des Enfants-Malades qu'il a dirigé pendant quinze ans, le professeur Pierre Debray-Ritzen constate que, réfuté scientifiquement, le freudisme s'est néanmoins vulgarisé au point d'avoir « *imprégné les mœurs et la réflexion courante* ». Il n'est en effet que de voir comment les médias ont fait passer dans le langage quotidien des termes tels que "oral", "anal", "phallique", "pulsions", "inconscient", "œdipe", "moi", "surmoi", etc.

Voici presque vingt ans, seul contre tous, ou presque, le professeur Debray-Ritzen dénonçait le caractère pseudo-scientifique et anti-médical de la psychanalyse, dans un livre devenu un classique : *la Scolastique freudienne* (Fayard, 1972).

A celle-ci, érigée à partir d'un postulat sexuel réducteur, il opposait la psychiatrie scientifique, reposant sur « *l'observation scrupuleuse des symptômes et des faits, sur la possibilité de les soumettre à la statistique afin de vérifier des hypothèses (toujours remises en cause), d'établir des causalités, de juger des bienfaits thérapeutiques* ». Depuis, bravant l'ostracisme et les insultes, Pierre Debray-Ritzen n'a cessé de croiser le fer avec les kapos du goulag freudien et de soigner des enfants en difficulté. Aujourd'hui, il revient sur ce sujet qui lui tient particulièrement à cœur, en développant sa démonstration sous un titre volontairement plus polémique : *la Psychanalyse, cette imposture* [1].

« *J'ai pris ma retraite,* raconte-t-il, *soulagé de ma tâche éprouvante, mais malheureux de n'avoir pu, par mes écrits, inculquer — sinon à de très rares élèves — la perspective moderne de la psychiatrie. Je m'étais leurré sur mes pouvoirs de persuasion. C'est que régnaient : l'obscurantisme d'une nomenklatura engagée ; la couardise de la pédiatrie ; une pression "culturelle" ; la mode ; une vaste incompréhension du public et l'affligeante ignorance des médias comme des dirigeants qui, matériellement, cautionnaient l'hérésie* [...]. *On me disait pourtant : Enfin ! Vous avez raison, et la psychanalyse est en train de mourir* [...]. *Mais je savais que sur le terrain — surtout celui de l'enfant — la mauvaise action se perpétuait* [...] ». D'où ce livre, « *testament nécessaire, lourd de cette vérité qui s'impose* [...] *face à tous les dévots, gazetiers et contradicteurs.* »

La psychanalyse contre la connaissance

L'un des mystères les plus extravagants de la psychanalyse réside dans le fait que celle-ci ait pu exercer son emprise contre les progrès concomitants de la neurologie, de la biologie, de la génétique, de l'anthropolgie et de l'éthologie, qui ravalaient les théories du docteur Freud et de ses disciples au niveau scientifique des recettes contenues dans le *Guide du magnétiseur* de Montacabère.

Ainsi, explique Debray-Ritzen, Freud n'a pas perçu que l'instinct animal d'acquérir, de défendre et de maintenir un droit exclusif sur un espace défini est au moins aussi puissant que la sexualité. « *Qu'en est-il chez l'enfant et quelle place éventuelle cet instinct peut-il tenir dans son*

•

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Jean-François Jalkh
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS
Régis Constans, Hervé Morvan
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Déline Certier
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Pierre de Meuse, Didier Lefranc, Bruno Chossat, Grégoire Legrand, Pascal Gannat, Jean de Bauvière, Aramis.
DIRECTION ARTISTIQUE
Franck Marest
ICONOGRAPHIE
Anne-Laure Le Gallou
IMPRESSION
Qualit'Offset - 94100 Saint-Maur-des-Fossés
CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Couverture : "Vu du ciel" par Alain Perceval.
Gamma, Sygma, Giraudon, The Image Bank, Viollet, "Vu du ciel" par Alain Perceval, ph. Marc Gantier.
Caricatures de Minos. Dessin d'Aramis.

IDENTITÉ
8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris
Tél. (1) 47 27 56 66 - Fax (1) 47 55 06 38
N° de commission paritaire : AS71225



Sigmund Freud (1856-1939). Peu avant sa mort, à Londres, il se mit à douter sérieusement du bien-fondé scientifique de la psychanalyse. Celle-ci n'en continua pas moins à se développer jusqu'à imprégner durablement les mentalités des sociétés occidentales.

comportement ? Étude à faire pour mieux comprendre. » De même, Freud n'a pas saisi l'importance capitale de la hiérarchie, de l'affirmation de soi, du désir de supériorité. « *Or, depuis les années trente* [...] *nous avons appris que la hiérarchie est une institution commune à toutes les sociétés animales et que la tendance à dominer son semblable — à devenir un alpha — est un instinct vieux, lui aussi, de centaines de millions d'années. Qu'en est-il chez l'enfant ? Autre étude à faire avant de s'abandonner aux explications sexuelles généralisées.* »

En réalité, conclut Debray-Ritzen, « *méthode psychothérapique* [...] *se posant en attitude éducative et morale, se présentant comme une métapsychologie* », la psychanalyse présentait, dans un monde irreligieux et désacralisé, tous les traits, les mérites et les séductions d'une nouvelle *Weltanschauung*. Laquelle devait inspirer, après la guerre, et surtout après Mai 68, les principes pédagogiques de l'Éducation nationale.

A titre d'exemple, parmi les postulats adoptés alors, celui défini par la psychanalyste Mélanie Klein, selon lequel l'absorption de connaissances « *revient chez l'enfant à une prise de possession agressive et destructrice de la cavité abdominale maternelle avec tout son contenu fantasmatique* [...]. »

Ainsi auront été sacrifiées plusieurs générations de Français sur l'autel de superstitions dignes des sociétés les plus primitives.

Régis Constans

1. *La Psychanalyse, cette imposture*, par Pierre Debray-Ritzen, Albin Michel, 273 pages, 98 F.

INSTITUT DE FORMATION NATIONALE
CYCLE 1991-1992

DES IDEES
ET
DES HOMMES

Conférences du soir
sous la présidence de Georges-Paul Wagner
(Programme indicatif)

Aristote et la politique

L'encyclique Centesimus Annus de Jean-Paul II et la doctrine sociale de l'Église

La leçon de Jeanne d'Arc : politique d'abord

Maupeou ou un essai de réforme de la justice sous Louis XV

Le déracinement, vu par Maurice Barrès

Marx est-il mort ?

Montalembert, ou un combat pour la liberté de l'enseignement

Maurras, défenseur de la nation

Le gaullisme est-il une doctrine ou une pratique ?

Ordre et progrès dans l'œuvre d'Auguste Comte

Les idées sociales et politiques de Balzac

Scandales sous la IIIe République : de Reinach à Stavisky

Giraudoux, l'Europe et la guerre

Machiavel est-il défendable ?

Le boulangisme et le Parti social français sont-ils des précurseurs du Front national ?

Les conférences ont lieu à la Salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, 75009 Paris, à 20 h 30 précises.
Prix d'entrée : 40 F ; étudiants : 20 F ; abonnement (18 conférences) : 650 F.
(Pour de plus amples informations, contacter Nicole Dorlin ou Sylvie Mautret, IFN, Délégation générale, 47 27 56 66)

... viennent de paraître ...

LES ÉTRANGERS ET LE CHÔMAGE EN FRANCE

Pierre Milloz

ÉDITIONS NATIONALES
Centre d'Études et d'Argumentaires

RAPPORT du VERDIER

Éléments de réflexion sur la Défense de la France

ÉDITIONS NATIONALES
Centre d'Études et d'Argumentaires

Sur deux sujets explosifs, des faits et des chiffres incontestables.



Éditions Nationales : 8, rue Général-Clergerie 75116 Paris - Tél : 47 27 56 66
(chaque volume 50 F. Chèque à l'ordre des Éditions Nationales)